ETUDE 2015
décembre

C E T R I
Centre tricontinental

LA BOLIVIE D'EVO : DES IDEAUX INDIANISTES A LA REALPOLITIK NEODEVELOPPEMENTISTE

Laurent Delcourt

Octobre 2014, Evo Morales remporte les élections présidentielles pour la troisième fois consécutive avec un score de 61 %. Assurément, les raisons de cette popularité inoxydable sont à trouver dans l'amélioration spectaculaire de la situation économique du pays et la rapide progression de ses indicateurs sociaux.

Longtemps considérée comme « le pays plus pauvre d'Amérique latine, après Haïti », la Bolivie enregistre désormais la croissance la plus forte du continent. Le revenu par habitant n'a cessé d'augmenter ; et le chômage de se tasser. L'extrême pauvreté a été réduite de moitié, voire plus, et de nouvelles classes moyennes d'origine indigène font peu à peu leur apparition. Et, conséquence de la « nationalisation » des hydrocarbures, l'endettement du pays, qui avait accentué sa dépendance à l'aide externe et aux institutions financières internationales, et interdit la mise en œuvre de toute politique de développement ambitieuse et autonome, n'est déjà plus qu'un lointain souvenir. Parallèlement, cette nouvelle prospérité s'est accompagnée d'une transformation de l'architecture institutionnelle du pays, laquelle a complètement été revue et redessinée dans une perspective intégratrice et de reconnaissance des identités indigènes. Bref, la Bolivie a vécu une profonde métamorphose, y compris épistémique, avec l'introduction de référents inédits et d'un vocabulaire nouveau (« vivir bien », pluralisme économique, socialisme communautaire, etc.) qui symbolisent le processus de « refondation » de la nation, suite à l'échec du projet libéral.

Mais si la Bolivie d'Evo étonne, elle déçoit également. Entre les idéaux et leur réalisation ; entre les lois et leur traduction en politiques publiques ; entre le discours et la pratique, l'écart n'a sans doute jamais été aussi grand qu'aujourd'hui. Élu sur une promesse de sortie du modèle primo exportateur, le gouvernement paraît au contraire s'y être accroché, à l'instar de ses prédécesseurs. La diversification productive et l'industrialisation se font toujours attendre. L'agriculture familiale est délaissée au profit de l'agriculture productiviste. Et, malgré la rhétorique, les questions environnementales et indigènes sont aujourd'hui reléguées au second plan. Aux antipodes d'un modèle respectueux des droits de la Terre-Mère, dont la Bolivie par ailleurs s'est faite le premier défenseur, le « processus de changement » semble plus que jamais s'orienter vers un modèle productiviste classique, à l'exemple de l'Argentine, de l'Équateur ou du Brésil.

Ce tournant néo-développementiste n'est pas sans conséquence, sociale, environnementale et politique. D'ores et déjà facteur de fortes tensions et de divisions entre les mouvements sociaux, cette option risque à terme d'approfondir toujours plus le divorce entre le gouvernement de Morales et une bonne partie de sa base électorale.

Introduction

L'histoire se transmet de génération en génération depuis plus d'un siècle en Bolivie. Eduardo Galeano l'évoque avec brio dans ses *Veines ouvertes de l'Amérique latine* (1981). Elle se déroule quelques décennies après la vague indépendantiste qui déferle sur le continent sous la dictature d'opérette du général Eduardo Malgarejo. Dans un contexte de guerre civile larvée, marquée par les luttes de factions entre élites, et le jeu des influences exercées par les grandes puissances européennes, l'excentrique dictateur-président, outragé par le refus dédaigneux de l'ambassadeur britannique de partager la chicha – cette boisson traditionnelle des Andes à base de maïs – se serait vengé de l'intéressé de manière fort peu élégante. Après avoir forcé l'insolent représentant de Sa Majesté à vider cul sec une pleine barrique de chocolat, il l'aurait fait exhiber dans les rues de La Paz, attaché sur le dos d'un âne, avant de le renvoyer manu militari à Londres. On raconte ensuite qu'apprenant la nouvelle, furieuse, la reine Victoria demanda où se trouvait la Bolivie. Après s'être fait indiqué le lieu sur la carte dressée devant elle, elle y traça une croix à l'emplacement désigné, et s'écria péremptoire: « *La Bolivie n'existe pas* ! ».

Sans nul doute fictif, le récit n'est pas sans intérêt, car il porte un éclairage sur les représentations véhiculées sur ce pays au cœur du 19e siècle. Indépendante depuis 1825, la Bolivie n'existait effectivement pas aux yeux des contemporains, du moins comme « république souveraine ». Pour les contemporains, elle était davantage perçue comme filon inépuisable de richesses minières sur lesquelles les oligarchies nationales et internationales exerçaient une sorte de « droit naturel » de préemption ou de ponction; et comme un vivier de main-d'œuvre bon marché, corvéable et exploitable à merci.

Au fond, l'indépendance de la Bolivie (dénommée autrefois Charcas ou Haut-Pérou) n'avait amélioré en rien les conditions d'existence de cette main-d'œuvre indigène. Formant l'écrasante majorité de la population, son sort n'émouvait guère plus les nouvelles élites créoles que les conquistadores et colons espagnols qui s'étaient partagé la dépouille de l'antique Tiwantinsuyu, l'ancien empire de l'Inca. Plus tard, trop affairés à leur entreprise d'enrichissement personnel et de gratification de leurs obligés, les barons de l'étain, les Patiño, Aramayo et Hochschild, ne s'y s'en soucieront pas davantage. Au contraire ! Exclus des lieux de la décision politique voire même des espaces publics, l'indien, le mineur et le paysan – ceux-ci se confondant souvent — se voyaient littéralement privés de tout droit de cité. L'indigène n'existait pas politiquement. Au mieux était-il considéré comme une curiosité scientifique, un élément de folklore.

Tout au long du 20e siècle, la Bolivie n'existera pas davantage aux yeux du monde. Ce pays sous perfusion internationale, caractérisé depuis toujours par une forte instabilité économique, politique et sociale, a continué à demeurer dans l'ombre des projecteurs médiatiques et des grands récits. Certes, la Bolivie s'est à quelques rares occasions trouvée au cœur de l'actualité mondiale, mais alors seulement comme décorum, comme la scène tragique par exemple de la geste héroïque du Che sous le regard de paysans ingrats. Même le soulèvement national-populaire de 1952 se heurta à l'indifférence généralisée, y compris à gauche, ne suscitant que des commentaires distraits ou laconiques. Sept ans avant Cuba, cette grande révolution populaire réussie mit pourtant fin au règne de la vieille oligarchie ; elle nationalisa les mines, entreprit une vaste réforme agraire, instaura le suffrage universel et démocratisa l'éducation. Une première en Amérique latine ! Mais il faut croire que l'exotisme tropical des *barbudos* défilant dans les rues de La Havane déchaînait alors bien plus de passions et d'enthousiasme que les groupes de mineurs quechuas mal-dégrossis partis à l'assaut du *Palacio Quemado*, armés de vieilles pétaudières (Do Alto, Stéfanoni, 2008 ; Rouquié, 2010). Le pays demeurait obstinément hors de portée du radar médiatique et absent des débats théoriques.

Et puis, tout à coup, les choses ont changé. Au tournant du Millénaire, la Bolivie se trouve soudainement et spectaculairement projetée sur le devant de la scène. Après une longue période chaotique marquée par l'application du programme de libéralisation, sans doute, le plus étendu et le plus radical d'Amérique latine, et le recul du syndicalisme paysan et minier, le monde assiste, médusé et en direct, à un enchaînement de révoltes et de soulèvements populaires qui, en l'espace de cinq ans, transforment en profondeur le visage du pays et bouleverse la donne régionale. De la guerre de l'eau à Cochabamba en 2000 à l'écrasante victoire du Mouvement vers le socialisme (MAS-

Movimiento al socialismo) aux élections de décembre 2005 en passant par le soulèvement d'El Alto en 2003 – guerre du gaz - qui a débouché sur la fuite rocambolesque de La Paz en hélicoptère de l'ancien président Gonzalo Sánchez de Lozada, les événements s'enchaînent et se bousculent. Avec l'intronisation, au pied des ruines préincaïques de Tiwanaku, devant une assemblée de notables indigènes, de l'ex-dirigeant syndical *cocalero*, Evo Morales Ayma, la Bolivie fait enfin une entrée remarquée dans le débat international (Do Alto, Stefanoni, 2008; Polet, 2009 ; Crabtree, Chaplin, 2013).

L'intérêt inhabituel suscité par cette élection fut cette fois-ci à la hauteur la portée historique de l'événement. L'accession du premier président indigène à la plus haute fonction a en effet constitué un tournant majeur dans ce pays dominé jusqu'ici par une oligarchie blanche ou métissée, et où les communautés originaires ont longtemps été marquées par le stigmate de l'exclusion. Mais cette élection n'a pas eu qu'une portée symbolique. Aboutissement d'un long cortège de mobilisations populaires, elle a aussi été l'amorce d'un réel processus d'inclusion sociale et de refondation nationale. Élus à la tête d'un « gouvernement de mouvements sociaux », Evo Morales et la MAS entendaient non seulement récupérer la souveraineté sur les ressources naturelles, comme le réclamaient les insurgés d'El Alto en 2003, mais aussi lancer une véritable « révolution démocratique et culturelle » susceptible de mettre fin au « colonialisme interne », de rendre leur dignité et leur fierté aux couches sociales et aux groupes ethniques dominés (*Ibid.*).

Les premières grandes initiatives prises par le gouvernement ont confirmé d'emblée cette volonté de rupture du MAS. Très rapidement, il mit en oeuvre l'« agenda d'octobre » élaboré en concertation avec les mouvements sociaux : nationalisation – quoique partielle – de certains secteurs jugés stratégiques et réinvestissement des excédents ; relance de la réforme agraire et des processus d'autonomie des peuples indigènes ; élection d'une assemblée constituante et promulgation – dans un climat de tensions extrêmes– d'une nouvelle constitution politique reconnaissant le caractère plurinational de l'État; mise en place de nouveaux mécanismes et organes de participation, relance de l'investissement public ; rehaussement du salaire minimum ; politiques de transfert de revenu et mesures sociales ciblées (ibid.). Soutenu par les grandes fédérations indigènes (Cidob, Conamaq, entre autres)1 et de nombreuses organisations environnementales, le gouvernement Morales s'est fait aussi le champion de la défense de la Terre-Mère et d'un modèle de développement novateur, articulé autour du concept de *vivir bien*, promulguant des lois qui octroient pour la première fois des droits à la nature, multipliant les actes publics ou les déclarations d'intention, et organisant des sommets internationaux sur le thème du respect de la Pachamama et de la lutte contre le changement climatique. Simultanément, il s'est également fait le premier promoteur, à grand renfort de publicité, d'une économie plurielle susceptible de rendre justice à la diversité des pratiques productives dans le pays (Poupeau, 2013 ; Munoz 2015).

Associé à une reprise en main par l'État des rênes de l'économie nationale, ce train de réformes, dès le départ violemment décrié par leurs adversaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, n'a pas tardé à produire ses effets. Connue autrefois pour ses crises à répétition, la Bolivie est entrée dans la plus longue période de stabilité macro-économique de son histoire. La croissance a pris un nouveau souffle ; l'inflation a été maîtrisée et d'énormes réserves de changes ont été constituées, ce qui a permis d'alléger le poids autrefois écrasant de la dette, de donner au gouvernement de nouvelles marges de manœuvre, et d'accroître l'investissement dans le tissu économique et la sphère sociale. Tranchant de manière radicale avec la période néolibérale, caractérisée par une compression des dépenses et une réduction de la voilure de l'État, cette politique volontariste a pour la première fois permis des avancées sociales significatives. L'extrême pauvreté a connu un important repli ; le revenu moyen par habitant a plus que doublé ; le chômage s'est tassé et les niveaux de scolarité et les indices sanitaires se sont partout améliorés. En quelques années à peine, cette nation hétérogène, désarticulée et enclavée, désespérément invisible sur la scène mondiale, a quitté sa condition de pays le plus pauvre du continent pour rejoindre la catégorie des pays à développement moyen, au point d'être citée en exemple par les organismes internationaux, y compris par la Banque mondiale (Rouquié, 2010 ; McNeish, 2013 ; Wanderley, 2013).

Mais si elle est désormais considérée comme une référence par ces institutions internationales, qui y voient un modèle de réussite pour le continent, la Bolivie est également devenue, pour reprendre l'expression de Marc Saint-Upéry, « *l'espace privilégié de toutes les pulsions*

[1] Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (Cidob); Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu (Conamaq).

utopiques de la gauche européenne » (2007), une nouvelle Terre promise pour les gauches. Or, on le sait, ces projections sont mauvaises conseillères. Sous leur prisme déformant, elles tendent à soustraite les dynamiques réelles à toute analyse objective, critique et lucide. Notons-le d'emblée, pas plus qu'à Cuba, la terre promise, dans sa nouvelle version indianiste, ne se trouve aujourd'hui dans les Andes. Là comme ailleurs les réalités sont plus prosaïques, complexes et certainement bien plus contradictoires et décevantes.

Certes, la Bolivie a bel et bien connu une « prodigieuse métamorphose » depuis l'arrivée d'Evo qui la rend aujourd'hui méconnaissable par rapport à il y a dix ans (Ramonet, 2014). Mais, le processus de changement engagé par le MAS depuis 2006, n'a en rien été un cheminement rectiligne, linéaire ou uniforme, sans accrocs ni raté, tendant vers toujours « plus » de mieux dans tous les domaines de l'activité humaine, selon une logique providentielle. La trajectoire entamée par ce « processus de changement » (*proceso de cambio*), tant vanté par une partie des gauches européennes, est également faite de bifurcations et d'inflexions, de démissions et d'abandons, de tensions et de frustrations, et même de brusques retours en arrière, en particulier depuis 2011, lorsque la critique du gouvernement du MAS de la part de ses propres bases a commencé à se faire plus vive et plus visible.

De fait, les premières années du second mandat de Morales (2011-2015) ont été marquées par d'importants conflits et remises en question qui ont jeté une lumière crue sur les profondes contradictions caractérisant les dynamiques politiques, économiques, sociales et culturelles bolivienne, et que manifeste désormais aussi le grand écart séparant le discours de ce même gouvernement et sa mise en pratique. Dans cette étude, nous analyserons ces contradictions, en nous penchant sur les dynamiques réelles à l'œuvre dans toute leur ambiguïté et complexité. Pas plus qu'une apologie du « processus de changement » amorcé par le gouvernement du MAS, elle ne constitue une charge contre lui ou contre les réalisations de sa révolution démocratique et culturelle. Celles-ci, avouons-le d'emblée, dépassent certainement, et de loin, tous les progrès réalisés par les gouvernements précédents, y compris celui du Mouvement national révolutionnaire de Paz Estensoro. Cette étude cherche avant tout à rendre compte de la nature complexe et contradictoire du processus de changement, à cerner ses avancées et ses limites, ses progrès et ses renoncements. Loin d'épuiser la réalité bolivienne, ce tableau sans complaisance doit beaucoup aux témoignages, analyses et commentaires recueillis sur le terrain. Nous ne saurions jamais assez remercier toutes celles et tous ceux interlocuteurs qui ont nous apporté leur aide et fait bénéficier leurs précieuses observations et analyses 2.

I. Le nouveau visage de la Bolivie

On y accède désormais facilement depuis le quartier aisé de Sopocachi, au coeur de La Paz, en empruntant le tout nouveau téléphérique urbain. Inauguré en grande pompe par le président le 30 mai 2014, ce tronçon fut le premier d'un vaste système de transport public inédit dans son principe et par sa taille, qui devrait à terme comprendre cinq lignes de couleurs différentes. Connectant plusieurs quartiers distants de cette ville congestionnée, accidentée et en paliers, qu'il permet désormais de rejoindre en quelques minutes, « *MiTeleférico* » fait aujourd'hui la fierté des habitants, en dépit des critiques soulevées par son coût et même sa pertinence en termes de mobilité urbaine. Véritable attraction public, nombreux sont les *Paceños* qui prennent en famille l'une des trois lignes actuellement en service uniquement pour s'extasier devant l'extraordinaire paysage encaissé de la ville, dominée par le majestueux sommet enneigés du mont Illimani, et ses contreforts escarpés sur lesquelles s'accrochent négligemment des milliers de petites maisons, réaménagées et embellies opportunément par leurs propriétaires - du moins pour les plus visibles d'entre elles - depuis l'inauguration du projet. Mais, plus souvent encore, ils l'empruntent pour contempler jalousement les jardins et piscines des villas huppées des beaux quartiers de la zone sud.

Une fois arrivé au terminus, à la station Mirador, commence la ville d'El Alto qui, du haut de ses 4000 mètres d'altitude, surplombe et domine La Paz depuis l'Altiplano. Cette ville-banlieue de 800 000 habitants, qui fut l'épicentre du soulèvement populaire de 2003 et en paya d'ailleurs le plus lourd tribut offre un spectacle aussi hallucinant que l'immense cuvette lunaire qui ceinture la capitale

[2]. Roxana Liendo, Elizabeth Huanca, Rafaël Puente, Javier Gomez, Marco Gandarillas, Raul Prada, Xavier Albo, David Mora, Elizabeth Lopez, Ann Chaplin, José Pimentel, Marcos Arismendy Escalante, Fernanda Wanderley, ainsi que partenaires boliviens de Solsoc (Solidarité socialiste - Belgique) et tous ceux, témoins anonymes ou non, croisés au détour d'une rue.

bolivienne. Le long de ses rues récemment asphaltées, entre de petites habitations fraîchement repeintes et transformées en commerces ou en restaurants, s'élèvent plusieurs dizaines d'édifices flambants neufs aux formes excentriques et aux couleurs criardes, qui donnent à cette ville monotone, réputée chaotique, insalubre et mal famée, des allures de parc d'attractions. Immeubles bleus électriques de quatre ou cinq étages surmontés de petits chalets suisses ; temples « bouddhistes » polychromiques et lumineux aux vitres teintées ; bâtiments vert, rouge ou ocre couverts de figures réalistes ou stylisés renfermant des salles de fêtes délicieusement psychédéliques, décorées de colonne baroque et de lustres exubérants.

Qualifiée de style néo-andin, cette architecture est volontiers « bling bling ». Le goût, vaguement inspiré de motifs andins, est populaire. Ces immeubles à peine sortis de terre indiquent des fortunes nouvelles. Ils signalent une ascension sociale récente. Ils témoignent, plus précisément, de l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, urbaine, d'origine indigène. Ils sont le symbole visible de cette nouvelle bourgeoisie aymara, qui affiche désormais sans retenue son identité et son nouveau statut, à l'instar de ces *cholitas* richement parées qui s'affairent et paradent dans les rues animées d'El Alto. À l'image aussi du tout premier satellite de télécommunications bolivien, lancé avec l'aide de la Chine et appelé Tupac Katari, du nom du grand chef grand aymara qui au 18e siècle se souleva contre les Espagnols, ils informent de la montée en puissance d'un groupe social, autrefois exclu et marginalisé des espaces politiques.

De fait, la Bolivie change et cela se voit. Même l'institution du *prestario*, sorte d'évergétisme andin organisé à l'occasion de grandes festivités, a pris une tout autre dimension. L'ampleur prise par ces fêtes et les moyens de plus en plus importants engagés par les généreux donateurs sont tout aussi révélateurs de la profonde métamorphose économique, politique, sociale et culturelle que connaît le pays depuis des années. Un véritable bouleversement que beaucoup qualifient de « miracle économique andin ».

Un miracle socio-économique andin

Après la victoire de Morales aux élections présidentielles de novembre 2005, les commentateurs autorisés, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, se sont interrogés sur la capacité de l'ex-dirigeant syndical *cocalero* – lequel avait été autrefois exclu manu militari d'un Parlement alors très largement conservateur — à gérer ce pays en proie à de fréquentes convulsions sociales et à une constante instabilité économique et politique. Certains lui prédisaient un mandat à la fois bref et chaotique. Et pourtant, démentant les Cassandres qui avaient prophétisé un véritable cataclysme économique, ces prédictions ont rapidement été démenties par les faits. Non seulement Evo Morales a été reconduit, mais il jouit aujourd'hui encore d'une popularité stratosphérique. Après deux mandats consécutifs et à l'entame de son troisième mandat, il demeure bien le président le plus populaire d'Amérique latine. Du jamais vu dans l'histoire du pays !

Assurément, les raisons de cette « popularité inoxydable » (Barbier, 2014), l'explication de cette remarquable longévité ne sont pas seulement à trouver dans les origines indigènes de Morales qui poussent une grande partie de la population à s'identifier à la figure présidentielle. Bien plus sûrement, elles renvoient à l'amélioration spectaculaire de la situation économique du pays et, avec elle, à la rapide progression de tous les indicateurs sociaux. Longtemps considérée comme « le plus pauvre d'Amérique latine, après Haïti », jamais la turbulente Bolivie n'a connu dans son histoire une aussi longue période de stabilité politique, de prospérité économique et de progrès social (Ramonet, 2014).

Depuis l'arrivée au pouvoir du MAS, la Bolivie enregistre l'un des taux de croissance les plus élevés du continent, soit 5,1 % annuels, entre 2006 et 2014, et même, le plus élevé de la région ces deux dernières années, avec un pic de 6,8 % en 2013. Avec une prévision de 4,3 % pour 2015 et 2006, cette croissance devrait d'ailleurs rester supérieure à la moyenne régionale, malgré la baisse récente du prix des matières premières, et bien au-dessus de la croissance – il est vrai – anémique des poids lourds économiques que sont l'Argentine et le Brésil, dont les taux n'ont guère dépassé les 0,5 et 0,1 % en 2014 (Ministerio de Economía y Finanzas Públicas, 2015 ; Loza, 2015). Impulsée principalement par la hausse de la demande interne, suivie de près par la demande externe, cette croissance élevée et stable s'accompagne par ailleurs d'une l'inflation relativement faible au regard du boom économique que connaît le pays. Avec un taux annuel moyen de 6,6 %, entre 2006 et 2014,

elle est deux fois moins élevée que l'inflation qui avait cours durant la période d'ajustement libéral (11,6 % en moyenne de1986 à 2005), et même bien plus basse que le taux moyen latino-américain (10,9 %) (Ibid.).

Tout en affichant une santé économique insolente, la Bolivie s'est trouvée aussi d'importantes marges de manoeuvre financières et de nouvelles latitudes stratégiques. Dans un contexte international il est vrai très favorable, caractérisée par une hausse constante du prix des matières premières, il n'aura fallu que quelques mois à peine au gouvernement Morales pour venir à bout de l'énorme dette extérieure accumulée par la Bolivie ces dernières décennies, laquelle l'avait rendu exsangue, avait aggravé sa dépendance à l'aide externe et aux injonctions des institutions financières internationales, et avait interdit finalement la mise en oeuvre de toute politique de développement ambitieuse et autonome. Contrainte autrefois de quémander auprès des organismes internationaux, bailleurs privés et gouvernements étrangers, aides et prêts, au prix d'un endettement vertigineux et d'une irrémédiable perte de souveraineté, la Bolivie a enfin trouvé une certaine autonomie financière.

Grâce surtout à la récupération d'une partie de sa souveraineté sur ses propres ressources naturelles, elle a non seulement su réduire son déficit, mais est parvenue à dégager d'importants excédents budgétaires. L'endettement est passé de 80 à 30 % du PIB, entre 2005 et 2014, et ses réserves internationales de devises sont actuellement estimées à 47 % du PIB, soit près de 16 milliards de dollars. Beaucoup moins fragile que par le passé, la Bolivie d'Evo s'est même payé le luxe de basculer du statut de pays structurellement endetté à celui de potentiel créancier (Ramonet, 2014). Morales a ainsi avoué, sans donner plus de détails, que trois pays latino-américains avaient approché il y a peu son gouvernement en vue d'obtenir des prêts... (*La Rázon*, 30 septembre 2014).

Disposant désormais d'« *un niveau extraordinaire de réserves internationales, un matelas financier externe qui lui permet de faire face à tout changement adverse dans le contexte mondial*» (Loza, 2015), le gouvernement Morales a principalement fait le choix d'investir massivement dans le tissu économique et dans de nombreux programmes sociaux. Grands travaux, allocations sociales et aides diverses sous forme de bons, se sont ainsi multipliés, tout comme les politiques en matière d'emploi, de santé et d'éducation se sont renforcées. À peine arrivé au pouvoir, le gouvernement d'Evo, fidèle à ses engagements et à ses promesses, a relevé le salaire minimum; il a distribué des allocations, subsides et bourses d'études en faveur des catégories les plus pauvres ; il a créé des lignes alternatives de financement, il a investi des milliards de dollars dans la modernisation des infrastructures et la diversification du tissu productif et industriel ; il a ramené dans le giron public plusieurs entreprises qui avaient été autrefois privatisées (télécommunications, etc.) et il a créé de toutes pièces plusieurs sociétés, à l'instar de la compagnie aérienne Boa. Bref, rompant avec logique libérale qui animait ses prédécesseurs, il a réhabilité l'État dans son rôle de premier maître d'oeuvre des politiques de développement et de dispensateur de filets de protection sociale.

Les effets de cette reprise en main par l'État des rênes de l'économie et de la croissance de ses investissements sociaux ne se sont d'ailleurs pas fait attendre. Entre 2000 et 2014, le revenu par habitant a plus que triplé, passant de 995 à 3000 dollars; et l'extrême pauvreté s'est tassée de 20 %, passant de 38, 2 % à 18, 8 % entre 2005 et 2014. Au total près de 1,6 million de personnes sont sorties de l'indigence en l'espace de 8 ans et le pays a fait un bon de plusieurs places sur l'échelle du développement humain du PNUD. Des résultats très enviables qui tranchent avec ceux, médiocres, de la période précédente dite « néolibérale », caractérisée par un endettement croissant, des coupes budgétaires et la poursuite des politiques de libéralisation. Entre 1996 et 2005, en effet, l'extrême pauvreté n'avait diminué que de trois petits points, passant de 41,2 à 38, 2 %, le taux de chômage était demeuré élevé, et les inégalités avaient continué à s'aggraver (Loza 2015 ; Wanderley 2015).

Force est de constater que cette situation s'est complètement inversée depuis l'arrivée du MAS. Le taux de chômage est aujourd'hui au plus bas (3,2 % en 2014 contre 8,2 % en 2005), même si le taux d'emplois formels reste élevé ; et les inégalités n'ont cessé de se réduire. Dans un contexte de forte progression de l'ensemble des indicateurs du développement humain, l'écart entre la population la plus riche et la population pauvre est ainsi passé de 234 à 47 points entre 2000 et 2014 selon l'Unité d'analyse des politiques sociales et économiques du gouvernement bolivien (Ibid.). Saluées tant par les entités régionales que par les institutions internationales, ces bonnes performances sociales n'ont donc pas été uniquement le fruit du hasard et moins encore le seul

résultat d'une conjoncture particulièrement favorable. Elles relèvent aussi d'une politique volontariste du gouvernement.

La clé du miracle : la nationalisation des hydrocarbures

Si beaucoup attribuent ce miracle andin à un contexte international particulièrement favorable, caractérisé par la hausse continue du prix des matières premières, ou encore au maintien par le MAS d'une politique macro-économique orthodoxe, reste que la « clé » de ce miracle doit être trouvée dans le processus de récupération par l'État bolivien de sa souveraineté sur les ressources naturelles.

La Bolivie dispose d'immenses réserves d'or, de cuivre, d'étain, de zinc, de manganèse, de tungstène, de potassium, de gaz, de lithium et de pétrole. Pour autant, malgré les richesses que renferment les entrailles de son sol, le pays est demeuré désespérément pauvre, le bénéfice lié à la valorisation de ces ressources ayant toujours échappé aux Boliviens eux-mêmes. « *La Bolivie est un mendiant* [assis] *sur un tas d'or* » remarquait déjà, au 19e siècle, le voyageur et savant français Alcide d'Orbigny, interloqué par le violent contraste entre l'immense richesse du pays et la misère de sa population spoliée aux bénéfices des étrangers et des oligarques. Colons espagnols, négociants anglais, français, allemands; barons de l'étain, puis, bien plus récemment, entreprises transnationales, tous se sont longtemps repus sur le dos de la population, avec la complicité des élites politiques nationales. Nonobstant quelques tentatives peu fructueuses et éphémères de récupération de souveraineté sur ces ressources (en 1937, juste après la guerre du Chaco; durant l'intermède ouvert en 1952 par la Révolution nationale populaire et sous le gouvernement du général Barrientos en 1968), la Bolivie est demeurée ce « mendiant » sous perfusion internationale jusqu'à l'aube du 21e siècle.

On comprend donc bien que la problématique des ressources naturelles soit si sensible, en Bolivie ; et qu'elle ait été à l'origine du soulèvement populaire qui a conduit à la chute du président Gonzalo Sanchez de Lozada, accusé de « brader les richesses du pays », au profit d'intérêts étrangers. Cette fois-ci, l' « angoisse patrimoniale » des Boliviens ne portait plus sur l'argent ou l'étain, mais sur les importantes ressources en hydrocarbure découvertes dans le Chaco en 1996. Estimées à environ 50 trillions de pieds cubiques, ces réserves devaient faire de la Bolivie une grande puissance gazière, le second producteur de la région. Pour l'écrasante majorité de la population, il était devenu insupportable de voir les bénéfices liés à l'exploitation de cette ressource fuir le pays et être remise dans des mains étrangères, a fortiori lorsque celles-ci étaient chiliennes. Cette situation n'a pas manqué d'exacerber le sentiment nationaliste des Boliviens et de renforcer un sentiment de trahison vis-à-vis de leur ancien président. La question était devenue existentielle. La victoire électorale du MAS en 2005 qui avait fait de la récupération de la souveraineté sur cette richesse naturelle a constitué en quelque sorte le résultat de ce ressentiment ; le prolongement logique de la « guerre du gaz » en 2003 (Do Alto, Stefanoni, 2008 ; Polet, 2009 ; *Alternatives Sud*, 2009 ; Crabtree, Chaplin 2013).

Fidèle à ses promesses électorales, le gouvernement du MAS a d'emblée poursuivi le processus de nationalisation des hydrocarbures entamé durant l'intermède politique qui a suivi la fuite de Sanchez de Lozada. Certes, contrairement à une opinion répandue, cette « nationalisation » ne fut ni complète ni radicale. Si la propriété totale sur le gaz a bien été restituée à l'État, au moyen d'un décret promulgué par la présidence six mois après son entrée en fonction, aucune compagnie n'a été contrainte de plier bagage et aucun bien n'a été confisqué. Soucieux d'éviter toute confrontation directe, potentiellement lourde de danger pour le pays, avec les grandes compagnies gazières; et désireux de continuer à bénéficier de leur savoir-faire, le gouvernement n'a pas été au-delà d'une simple consolidation de la loi sur les hydrocarbures votée pendant la présidence Mesa en 2005 sous la pression de la rue3. Il s'est contenté à la place de proposer aux compagnies de nouveaux contrats plus contraignants et plus conformes au cadre légal instauré sous la présidence précédente. Ils prévoient notamment un partage plus équitable des bénéfices et un renforcement du rôle de l'État dans le secteur par le biais de l'entreprise publique Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos

[3] Promulguée en mai 2005, sous la pression des mobilisations populaires, la première loi sur les hydrocarbures a instauré un régime d'économie mixte dans le secteur gazier, renforcé le rôle de l'YPFB à tous les échelons de la chaîne productive et prévu un impôt direct sur les hydrocarbures (IDH) s'élevant à 32 % de la production. Tout en restituant la propriété de l'État sur les hydrocarbures, le décret de mai 2006 complète l'IDH d'une taxe de 18 % et prévoit le prélèvement d'une contribution complémentaire de 32 % sur les gisements produisant plus de 100 millions de pieds cubiques/jour (Perrier Bruslé, 2007).

(YPFB), mais n'obligent nullement les compagnies privées à investir (Perrier Bruslé 2007 ; Cratbree, Chaplin, 2013).

En dépit de sa portée limitée et de son caractère « inachevé », cette « nationalisation » n'en pas moins constitué un tournant dans l'histoire du pays4. Dès octobre 2006, le président Morales déclarait que ces nouveaux contrats allaient, enfin, permettre de *« résoudre le problème des injustices sociales et éviter à l'avenir des troubles de l'ordre public* » (cité in Perrier Bruslé 2007). L'avenir sur ce point ne lui a pas donné tort. Les recettes engrangées grâce à ces nouveaux contrats ont permis à l'État bolivien de consolider son assise financière et d'accroître de manière exponentielle ses investissements publics. Récupérant ainsi sa capacité budgétaire, perdue avec les ajustements structurels libéraux des décennies antérieures, il a repris en main les rênes du développement, et a mis opportunément en oeuvre des politiques ambitieuses, autonomes et souveraines. « *Jusqu'en 2005*, explique Roxana Liendo, ex vice-ministre du Développement rural de Morales *la Bolivie survivait grâce à la coopération externe. Tous les projets dépendaient de dons externes accordés en raison de notre statut de pays le plus pauvre d'Amérique latine. Mais la nationalisation des hydrocarbures et la récupération des excédents nous ont permis de constituer nos propres réserves et, donc, de penser à ce que nous voulions faire, en tant que pays indépendant, sans nous plier aux priorités et recommandations de la coopération. Nous avons beaucoup gagné en souveraineté et je crois qu'il s'agit là également d'un processus irréversible. Le fait d'avoir de l'argent nous a permis de baliser le chemin de notre développement ».*

Grâce à ces nouvelles ressources financières, ce pays longtemps dépendant des aides externes; et habitué à voir les bénéfices liés à l'exploitation de ses ressources fuir à l'étrange, a donc eu la possibilité de définir son propre agenda de développement, ce que le gouvernement du MAS ne manqua pas de faire, multipliant les investissements productifs, amorçant de nouvelles nationalisations (fournisseurs d'énergie, entreprises aéroportuaires ou de télécommunications, etc.), créant de toutes pièces des sociétés (Boa, notamment), lançant des grands projets d'infrastructure et initiant de nouveaux programmes sociaux destinés à parer aux besoins les plus urgents de la population.

Pour la première fois, la Bolivie s'est ainsi débarrassée de ses oripeaux de mendiants pour affirmer sur la scène régionale comme l'un des principaux centres énergétiques internationaux et l'une des économies les plus dynamiques d'Amérique du Sud, dotée d'un énorme fonds d'investissement. Les chiffres sont éloquents : en 2014, les comptes de l'État bolivien affichaient un solde global de 4 milliards de dollars, et le budget prévoit pour l'année 2015 près de 6,2 milliards de dollars d'investissements publics contre à peine 600 millions de dollars en 2005, soit six fois plus qu'il y a dix ans ! Dans ce pays, longtemps caractérisé par l'absence de filet de protection sociale pour de larges franges de la population, aujourd'hui, un Bolivien sur trois bénéficie désormais d'une aide du gouvernement, celle-ci pouvant prendre des formes multiples, allant du soutien scolaire à l'assistance médicale en passant par des allocations de vieillesse (*La Croix*, 2015 ; Munoz, 2015).

Certes, le montant de ces allocations – « *bonos* » – est encore très faible. Mais, comme le note Rafaël Puente, ex vice-ministre de l'Intérieur de Morales, ces aides n'en ont pas moins une certaine efficacité sociale et économique. Elles « *ne représentent pas grand-chose pour une famille, un enfant... Mais l'octroi de ces bons (aide sociale) à des millions de familles, à des millions d'enfants signifie une injection économique non négligeable dans le tissu économique et le corps social* ». L'investissement dans l'infrastructure est également vu comme positif : « *l'afflux massif de ressources que la nationalisation des hydrocarbures a donné l'opportunité au gouvernement de lancer de vastes chantiers qui bénéficient actuellement à tous, et particulièrement aux communautés les plus pauvres, comme le programme de constructions de routes et de chemins. L'un des projets les plus ambitieux de l'histoire du pays !* » Toutes les sphères de l'activité économique et sociale ont ainsi été irriguées par ces nouvelles recettes budgétaires. Mais la métamorphose de la Bolivie n'a pas été qu'économique. Elle a pris aussi un tour politique, institutionnel et symbolique.

[4] Notons ici que la nationalisation n'a pas concerné le secteur minier, lequel représente environ 8 % des exportations, contre 62 % pour les hydrocarbures. Les entreprises privées, principalement transnationales contrôlent actuellement près de 70 % de la production, et les coopératives environ 27 %. Les entreprises publiques ne contrôlent que 3 % de la production. Selon Raul Prada, on ne peut donc pas parlé d'une participation communautaire « ostensible » à l'appareil productif dans le secteur minier (2015).

Des changements irréversibles

Le sentiment de fierté et d'auto-estime qui s'est emparé d'une grande partie de la société bolivienne, et plus particulièrement de ses franges les plus marginalisées, paysannes et indigènes, est tout aussi révélateur de la profonde mutation du pays depuis une dizaine d'années que les données socio-économiques brutes. Rejetés à la lisière du champ de la décision politique, ces groupes ont eu pour la première fois l'impression d'être considérés: « *Avant l'arrivée d'Evo*, note Roxana Liendo, *nous avons vécu une histoire très sombre, faite de perte de souveraineté, de forte polarisation entre classes sociales, et de discrimination et d'exclusion des peuples indigènes. Désormais, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, dans un processus de reconnaissance d'une nouvelle citoyenneté, dans un processus irréversible de reconnaissance d'une citoyenneté culturelle originale. Nous ne sommes plus des clones de citoyens européens...mais des citoyens aymaras, quechuas, guaranis* ».

Car, en effet, si la récupération de la souveraineté sur les hydrocarbures donne aujourd'hui l'impression aux Boliviens d'avoir enfin brisé les chaînes du sous-développement, l'amélioration sensible des conditions de vie des plus pauvres (indigènes et paysans et leur croissante participation à la vie politique et publique de ces derniers ont également ouvert un nouveau chapitre de l'histoire du pays, mettant symboliquement fin à près de cinq siècles d'exclusion et de mépris. *« S'il est une révolution bolivienne*, écrit Alain Rouquié, *elle se manifeste au niveau sociologique. Elle tient au profil des nouveaux dirigeants. Autant, sinon plus, à leur origine de classe qu'à leur appartenance ethnique, même si les deux se confondent (…). La Constituante comptait soixante-quatorze syndicalistes ou responsables d'associations populaires présentant les mêmes caractéristiques socioculturelles (que Evo et certains de ses ministres). Au grand scandale des élites dirigeantes, des paysans indigènes – et notamment des femmes en vêtements traditionnels, portant chapeau rond et* polleras*, comme les vendeuses des marchés et les gardiennes de Lama – légifèrent, symbole de l'émancipation sociale et de la promotion de la démocratie* » (2010).

La victoire du MAS et le gouvernement Morales ont en effet donné aux indigènes le sentiment d'être intégrés à la communauté politique nationale et d'avoir récupéré leur dignité. Et cette dignité retrouvée, estime Rafael Puente, a non seulement été l'une des principales avancées attribuables au gouvernement, mais représente aussi un changement irréversible, à l'instar de la récupération de la souveraineté populaire sur les hydrocarbures. Ce changement, ajoute encore l'ancien conseiller de Morales, est d'autant plus irréversible que la reconnaissance politique des peuples indigènes est désormais bétonnée dans la nouvelle Constitution politique de l'État promulguée par le gouvernement le 7 février 2009.

« *Jusqu'il y a à peine une cinquantaine d'années, la Constitution de la République bolivienne était une constitution de type colonial, reflet de comportements eux-mêmes coloniaux. Nos peuples indigènes, les populations nombreuses des hautes terres comme les petites communautés dispersées, des basses terres ont toujours été considérées, comme des populations de seconde zone… Et même quand des changements importants se sont produits dans l'histoire bolivienne, comme ce fut le cas durant la Révolution nationale de 1952, ils ont ignoré l'importance et la « qualité » de sa population indigène. Par exemple, en 1955, a été promulguée une vaste réforme de l'éducation pour qu'elle devienne accessible à toute la population. Mais cette réforme qui rendait l'éducation obligatoire, universelle et gratuite se fondait sur le Castillan, la langue du colonisateur... elle est (donc) très vite devenue un instrument de dilution des identités indigènes. Voilà pourquoi je considère les changements qui ont eu lieu ces dernières années comme irréversibles. Plus jamais, en effet, les peuples indigènes de Bolivie ne vont accepter d'être considérés comme des citoyens de seconde zone. Non seulement ils ont récupéré leur conscience, leur identité, leur culture, leur histoire, mais ils se considèrent désormais comme égaux par rapport à n'importe quel autre citoyen. Sur ce plan, je ne crois pas que l'on puisse revenir en arrière* ».

Assurément, la forte identification des peuples indigènes à la figure d'Evo Morales Ayma, premier président d'origine indigène de l'histoire du pays, a beaucoup contribué à ce réveil politique et identitaire. Comme l'indique de nombreuses enquêtes, l'écrasante majorité des populations d'origine indigène continue à s'identifier au président et à le plébisciter, à l'instar de cette petite commerçante chola d'El Alto qui affirmait à la veille des élections présidentielles de 2014, « *Le président doit rester, car il est du côté des pauvres (...). Evo Morales a réveillé les peuples indigènes et a montré le chemin, il ne peut pas s'en aller maintenant* » (cité in Barbier 2014). Dans cette société caractérisée par de

persistants clivages sociaux et ethniques, l'arrivée au pouvoir de Morales a été vécue comme promotion personnelle et collective.

Pour autant, cette révolution démocratique et culturelle ne s'est pas uniquement caractérisée par la Promotion des communautés indigène et l'intégration des secteurs populaires aux structures politiques de l'État. Elle s'est caractérisée aussi par des changements sur le plan sémantique et dans le vocabulaire politique. Comme le note en effet Fernanda Wanderley : *« La Bolivie a vécu un processus de transformation épistémique et politique qui a entraîné une redéfinition des changements désirables et des changements possibles. [De fait], les référents symboliques de la communauté imaginée et les principes légitimateurs de la citoyenneté ont complètement été modifiés. Et ce processus a débuté avec l'introduction d'un vocabulaire inédit dans le discours politique et les cadres législatifs nationaux* » (2015). Issus de diverses traditions culturelles, corpus politiques et héritages idéologiques, ces référents symboliques et ces principes légitimateurs, introduits par le gouvernement du MAS dès son arrivée au pouvoir, sont aujourd'hui présents partout, dans la nouvelle Constitution, dans les lois et les décrets-lois, dans les plans et projets de développement, dans les déclarations publiques, et même dans les marqueurs symboliques de la nation, à l'instar du *whipala*, ce drapeau représentant la diversité ethnique du pays, qui côtoie aujourd'hui le drapeau officiel de la République. Comme l'introduction dans les discours et les documents officiels, les débats publics et les textes de loi, de notions telles que *vivir bien*, Pachamama ou respect de la Terre-Mère, économie et socialisme communautaire, pluralisme économique, développement intégral ou transformation productive, ce drapeau symbolise aujourd'hui le processus « décolonisation interne » et de « refondation nationale » voulu et initié par le premier gouvernement Morales. Reste à voir si cette révolution démocratique et culturelle, et cette proposition de modèle de développement alternatif ont tenu toutes leurs promesses.

II. Un modèle de développement en trompe-l'œil

Après la récupération de la souveraineté populaire sur les hydrocarbures, la mise en place de l'Assemblée constituante et la promulgation par cette dernière de la nouvelle Constitution politique ont ouvert le deuxième chapitre du processus de changement initié par le gouvernement Morales. Faisant du pluralisme, le principe d'organisation de l'État, la Constitution devait non seulement poser les fondations d'un modèle de développement inédit, « *solidaire, inclusif et durable sur le plan environnemental* » (Wanderley, 2015), mais aussi servir à la projection internationale du pays, comme creuset d'une expérience historique originale, rompant avec la logique destructrice du capitalisme néolibéral sur l'environnement et les cultures indigènes. Elle devait être une référence, un moment fondateur, le symbole d'une rupture.

Evo Morale ne s'est d'ailleurs jamais privé d'user de cette rhétorique de rupture dès son arrivée au pouvoir. En 2007, par exemple, à la tribune des Nations unies, lorsqu'il énonça les « dix commandements pour la vie de la planète et celle de l'humanité », lesquels préconisaient le rejet du capitalisme, de la guerre, du colonialisme et de l'impérialisme, le respect de la Terre-Mère, la fin des inégalités et le droit à l'eau et aux services de base pour tous. Quelques années plus tard, dans le discours inaugural de la première Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère5, il dénonça une nouvelle fois le capitalisme prédateur, en lui opposant cette fois-ci le modèle du *vivir bien* des communautés indigènes précolombiennes, que son gouvernement s'employait selon lui à réhabiliter6. Associée à d'autres déclarations et engagements internationaux forts, cette première conférence-vitrine a permis de consolider l'image que voulait se donner le gouvernement bolivien, celui de champion de la cause écologique contre les logiques délétères du capitalisme mondialisé et prédateur (Poupeau, 2013 ; Munoz, 2015).

Aux discours de rupture des autorités officielles font souvent échos les commentaires exaltés d'observateurs étrangers et distants pour qui la Bolivie d'Evo démontrerait la possibilité d'une alternative socialiste-écologique crédible au modèle néolibéral, offrant ainsi un nouvel horizon utopique pour la gauche internationale. Aussi, Jean Ortiz, dithyrambique, écrit à propos du *buen vivir* , cet « écosocialisme » andin que le MAS serait en train d'implanter en Bolivie :

« *Le* buen vivir *est en Amérique indo-afro-latino-américaine un objectif processus révolutionnaires équatorien, bolivien et même vénézuélien....En termes idéologiques [il] implique la reconstitution de l'identité culturelle d'un héritage ancestral séculaire (...) une politique de souveraineté et de dignité nationales (...) la récupération du droit de relation avec la Terre-Mère et la substitution de l'accumulation illimitée individuelle du capital par la récupération intégrale de l'harmonie avec la nature (...). Il est hostile au luxe, à l'opulence, au gaspillage, au consumérisme (...). Avec le* buen vivir, *le bonheur est dans la révolution, dans le dé-néolibéralisme, la dé-marchandisation, (…). Les peuples hier colonisés, asservis apportent aujourd'hui des mots pour collaborer à la solution des problèmes créés par les colonisateurs, et de ce point de vue des exclus de la périphérie. .... Le buen vivir prône le vivre ensemble dans l'éthique, la solidarité et la juste mesure (...). Finie, l'époque de l « intelligence esclave » du Tiers-Monde, où ce dernier regardait avec les yeux de l'Europe, dégustait la nourriture avec un goût européen, sentait avec l'odorat européen (....) où tout provenait de l'Europe. L'eurocentrisme n'est plus ce qu'il était ! L'Europe est devenue pour de nombreux peuples du Sud, un contre-modèle, l'arrière-cour des États-Unis. L'omelette s'est inversée. L'Amérique du Sud produit des idées novatrices* » (2013).

La chose est entendue. Pour Ortiz, la société du *buen vivir* est en passe de se concrétiser de l'autre côté de l'Atlantique. Et, dans ce processus, la « *Bolivie est pionnière : elle a intégré ces*

---

[5] Organisée à Cochabamba sur l'initiative de la présidence bolivienne, cette conférence a rassemblé entre du 19 au 22 avril 2010 près de 35 000 personnes dont des représentants de près de 142 pays (cf. Poupeau, 2013)

[6], Le *buen vivir* ou *vivir bien* (Sumak Kawsay » en quechua et « Suma Qamara » en aymara) est présenté en Bolivie comme « *un paradigme ancestral des peuples indigènes, se basant sur l'idée de communauté de tous les êtres humains* » et qui, en tant que tel, s'oppose à « *la notion occidentale anthropocentrique de développement* », incarné par « le capitalisme », et au « *caractère absolu de la valeur monétaire* », qui menacent « *l'équilibre entre l'homme et la nature* », détruisent l'environnement et dégradent les conditions de vie en société. Le *vivir bien* vise précisément à rétablir cet équilibre entre « *les êtres humains et tous les êtres et éléments de la nature* ». Et le rétablissement de cet équilibre passe par la récupération de l' « *héritage des communautés indigènes* ». À la fois comportement éthique et esthétique, mode de vie et vision du monde, l'objectif du *vivir bien* n'est pas « *la recherche d'un bien-être matériel illimité* », même si la notion n'exclut pas le progrès matériel, mais le retour des *« solidarités* » et de l'« *harmonie avec la nature » et tel que les pratiqueraient les communautés indigènes* ». Dans cette perspective, il appartient à l'État de « *distribuer et redistribuer au profit de tous les biens en respectant le principe d'équilibre et en répondant aux besoins de chacun. De là la nécessité d'un cadre juridique qui rend viable l'économie communautaire productive via la gestion communautaire auquel doivent être subordonnées toutes les politiques de l'État* » (Cf. Arze Vargas, Gómez, 2013).

priorités, ces valeurs écosocialistes, dans sa Constitution interculturelle, pluriethnique et plurinationale... Evo Morales s'est fait le champion de la réconciliation entre les partisans de l'écologie et de l'anticapitalisme » (Ibid.).

Qu'en est-il réellement ? La Bolivie représenterait-elle vraiment cette « alternative de civilisation » dont parle Ortiz ? S'agit-il d'une utopie en voie de réalisation ? S'acheminerait-elle vers un modèle de développement radicalement inédit comme ne cessent de l'affirmer le gouvernement Morales et ses plus enthousiastes zélateurs à l'extérieur du pays ? A-t-elle effectivement amorcé sa transition vers une économie plurielle, inclusive, solidaire et durable, comme lui enjoint sa nouvelle Constitution ?

Gardons-nous de confondre, comme le font ces commentaires pressés, le discours et la réalité ! Tranchant avec l'idéalisme naïf de certains alter ego européens, portés trop souvent à exalter « *une altérité compensatrice ou consolatrice* » (Saint-Upéry, 2006), beaucoup sont ceux qui, en Bolivie, ont un tout autre point de vue. Développant une analyse plus fine, lucide et nuancée, ces critiques – intellectuels de gauche, chercheurs, simples militants, représentants de mouvements sociaux, partisans ou ex-partisans du MAS, et anciens membres du gouvernement, observateurs et acteurs des évolutions en cours – ont en commun notamment de souligner les contradictions du processus de changement et de mettre en évidence le fossé qui sépare le discours, répété *ad nauseam* par le gouvernement, sur les mérites de son modèle de développement, et les politiques réelles mises en oeuvre.

Car si le concept de *buen vivir* donne régulièrement lieu à de grandes envolées lyriques, s'il est au centre de bien des débats intellectuels et d'écrits théoriques et s'il est promu en Bolivie par plusieurs lois et décrets (Loi-cadre de la Mère-Terre pour le développement intégral et le *vivir bien* de 2012 notamment), sur le terrain, son application laisse perplexe. Pour de nombreuses voix critiques à l'intérieur du pays, le *vivir bien* n'a même jamais passé le stade de l'idée ou de l'intention. Le *vivir bien* ne serait que « *pure rhétorique* », « *discours creux* », « *une notion qui n'a pas le moindre rapport avec la pratique et les politiques sur le terrain* » ou encore, « *un concept fourre-tout ou purement instrumental (...) qui n'arrive pas à masquer les profondes contradictions du modèle de développement bolivien et des politiques du gouvernement* ». Un constat sans appel et pour le moins surprenant pour un pays qui a fait du *vivir bien* l'un des fondements et des moteurs du processus de changement, l'a inscrit dans sa Constitution et lui a dédié des textes de loi.

Comme l'explique Roxana Liendo, « *le gouvernement est à l'origine d'une législation extrêmement originale et progressiste, dont le contenu est parfois très poétique (...), mais ces textes ne sont en réalité pratiquement pas suivis d'actions ou de mesures concrètes et effectives. Le plus souvent, ils restent lettre morte* ». Le « vivir bien, estime pour sa part Rafaël Puente, *n'est qu'un discours creux ! Il n'y a pas une seule réalisation, une seule décision, une seule loi ou un seul décret qui met effectivement en oeuvre le* vivir bien ». Et l'ex vice-ministre de l'Intérieur d'avancer une explication à cette « absence ». Si rien n'a été fait pour concrétiser le *vivir bien*, c'est tout simplement parce que le gouvernement a abandonné ses engagements écologiques initiaux en cours de route. Dans le nouveau contexte de prospérité économique, le type d'intervention que supposait le modèle a été considéré comme un frein à la croissance, un obstacle à la mise en œuvre d'un tout autre projet, de type développementiste ou social-productiviste celui-là : un projet qui est en train de prendre forme dans le pays et que tente de masquer - de plus en plus mal il est vrai – le discours indianiste du MAS: « *Toutes les réalisations, toutes les initiatives [du gouvernement] tendent obstinément vers la construction d'un projet développementiste des plus classiques, le même [projet] pratiquement que celui qui a été mis en oeuvre dans les années 1960 (…). Il ne laisse guère de place à la construction d'un autre modèle* ». Exit donc la société du *vivir bien* ! Exit aussi le modèle d'une économie pluraliste respectueuse des droits de la Terre-Mère.

À son arrivée au pouvoir, le gouvernement du MAS avait promis de dépasser le modèle primo-exportateur mis en place en Bolivie dès les premières heures de la colonisation et que d'aucuns considèrent comme la première cause structurelle du sous-développement, de l'exclusion, de la pauvreté, des inégalités et de la dégradation de l'environnement. Était envisagé, à la place, un modèle de développement radicalement novateur, fondé sur l'articulation, voire l'intégration des différents types d'économie qui existantent en Bolivie, à savoir la communautaire (indigène), la publique, la coopérative et la privée. Et l'émergence de cette « économie plurielle » devait reposer sur une double

stratégie. D'une part, la nationalisation des ressources naturelles et la reprise en main par l'État des secteurs, dits stratégiques, car générateurs d'excédents (hydrocarbures, mines, énergie, etc.). Et, d'autre part, la réorientation de ces excédents dans des politiques de diversification productive (industrialisation des hydrocarbures, consolidation de secteurs économiques créateurs d'emplois), la fourniture de biens et de services de base, la modernisation et l'extension des infrastructures et le financement des programmes sociaux. Le tout, bien entendu, au bénéfice des populations les plus pauvres et des communautés indigènes, dans le respect la Terre-Mère et dans l'optique du *vivir bien*, comme le prévoit la Constitution et différents textes de loi (Wanderley 2013 ; Prada, 2015.

Le croissant décalage entre les idéaux pachamamistes et indianistes communautaires, dont le gouvernement Morales s'est pourtant fait le principal promoteur sur le plan international et les politiques concrètes mises en œuvre sur le terrain montrent que ce scénario idéal ne s'est pas complètement déroulé comme prévu. Dans son déroulement, les politiques néo-développementistes productivistes semblent avoir pris le dessus et ont eu raison in fine de l'option préconisant l'instauration d'une économie plurielle et la nécessité de protéger la Terre-Mère. Pire, loin de remettre en question le modèle primo-exportateur longtemps voué aux gémonies par les militants et sympathisant du MAS, les récentes décisions et mesures prises par le gouvernement bolivien tendent plutôt vers la consolidation de ce modèle primo-exportateur au risque d'aggraver les fortes pressions qui pèsent déjà sur les ressources naturelles, l'environnement et les communautés indigènes.

Oublier Pachamama ! Un tournant développementiste ?

Au cours du premier semestre 2015, près de quatre ans après le très médiatisé conflit du Tipnis (cf. infra), qui avait, pour la première fois, mis en lumière les profondes contradictions entre le discours officiel et les initiatives publiques concrètes sur le terrain en matière de politiques de développement7, deux décrets, promulgués coup sur coup, sont venus confirmer le tournant développmentiste et social-productiviste du gouvernement Morales. Promulgués à quelques semaines d'intervalles, tous deux enterrent définitivement le projet écosocialiste ou environnementaliste initial du MAS.

Le premier – le Décret suprême n° 2298 de mars 2015 - réduit le délai de consultation des populations et communautés concernées par les activités d'extraction d'hydrocarbures sur leur territoire. Limitant de fait les capacités des communautés indigènes et/ou paysannes opposées à ces projets à organiser la riposte, ce texte ne prend en réalité tout son sens qu'associé au fameux Décret suprême n°2366 de mai 2015. Celui-ci autorise en effet les entreprises gazières et pétrolières à mener des activités d'exploration sur tout le territoire national, y compris dans les « zones et catégories protégées », moyennant le respect des « *conditions environnementales établies par le Service national des aires protégées et les Autorités nationales compétentes en matière environnementale* » (Zevallos, Urbina, 2015). Promulgué au nom du peuple, « du développement intégral » et de « la lutte contre la pauvreté », ce décret livre en fait des millions d'hectares de zones protégées, y compris dans le fameux parc Madidi8, à l'appétit des grandes transnationales et entreprises nationales d'hydrocarbures, lesquelles sont explicitement appelées à faire dans ces zones des découvertes « viables sur le plan commercial ». (*Courrier international*, 10 décembre 2015, Munoz, 2015 ; Raquena 2015)

S'ils s'inscrivent en porte-à-faux par rapport aux engagements du gouvernement en matière de vivir bien, de protection de la Terre-Mère et des communautés indigènes, ces deux décrets n'ont pourtant pas été accueillis avec surprise en Bolivie. Tous deux viennent en réalité compléter un dispositif légal plus large élaboré progressivement par le gouvernement depuis 2011, en particulier depuis l'échec de son projet de construction de route dans le parc Isiboro-Secure (Tipnis). Dans le prolongement des initiatives prises en matière de politique agricole et de dynamisation de la production agroalimentaire (cf. infra) ; et de la très controversée « loi minière », votée en 2014, qui autorise, entre autres, l'exploitation de zones protégées et même des glaciers, ils signalent bien le revirement complet du gouvernement bolivien en matière de politique et de stratégies de

[7] Sur le conflit du Tipnis voir Perrier-Bruslé 2012 et McNeish 2013

[8] Soixante-quinze pour cent de ce parc réputé pour sa flore et sa faune exceptionnelles et catégorisée comme « zones protégées » – terminologie incluant le parc au sens strict et une Zone naturelle de développement intégré– avait déjà fait l'objet de concessions aux entreprises Repsol (Espagne), Pétrobras (Brésil) et à la PetroAndina, un joint-venture créé par les entreprises publiques boliviennes, YPFB et vénézuélienne PDVSA. Le gouvernement prévoit aussi d'y construire un barrage (à El Bala). D'ores et déjà, de nombreuses communautés indigènes y sont soumises aussi à la pression des *cocaleros* et des chercheurs d'or (Hill 2015).

développement (Puente, 2014). En promulguant ces deux derniers décrets, l'administration Morales a dévoilé ses intentions réelles. En adoptant ces nouvelles dispositions, il cherche à lever certains obstacles légaux à l'exploitation « économique » de territoires jusqu'ici économiquement préservés. Aux antipodes des idéaux indianistes dont il s'était fait le porteur, il entend repousser plus loin la frontière de l'extractivisme pour accroître les recettes publiques.

À quel coût environnemental ? « *Ouvrir aux industries extractives les espaces naturels les plus riches en biodiversité et les mieux conservés du pays*, note Ariel Pérez Castellon de l'Association interaméricaine pour la défense de l'environnement, à propos du Décret 2366, *constitue un grave recul en termes de politiques de protection de l'environnement, les activités d'exploration comme celles d'exploitation pouvant y occasionner des dégâts irréversibles (….)[mettant] en péril la faune et la flore, les sources naturelles et les nappes phréatiques, et ceci sans parler des autres impacts sévères engendrés par ces puits de forage, comme la construction de route, la pollution* »(cité in Zevallos, Urbina, 2015).

De nombreux experts et environnementalistes font d'ailleurs remarquer qu'une grande partie de ces zones naturelles et les communautés indigènes qu'elles abritent font déjà face à d'intenses pressions du fait de la forte progression du front pionnier ces dernières décennies. Loin de contenir cette pression, les projets du gouvernement ne feront que démultiplier ses effets « potentiellement dévastateurs » sur ces écosystèmes réputés fragiles et sur les nombreuses communautés indigènes qui en vivent : pollution des rivières par les résidus des activités extractives et agricoles, destruction du patrimoine naturel, exacerbations des conflits entre communautés indigènes, colons paysans et mineurs, etc. D'ailleurs, il semblerait que ce soit au cours de la dernière décennie que la déforestation en Amazonie a connu le rythme le plus rapide, en raison, entre autres, de l'expansion des cultures de soja, lesquelles sont désormais encouragées par les pouvoirs publics (Cf. Infra). Un comble pour ce gouvernement qui non seulement se présente comme le défenseur des populations indigènes, mais aussi, depuis la première conférence de Cochabamba, comme le fer-de-lance de la lutte contre le changement climatique. Rappelons juste ici que la déforestation constitue en Bolivie la première cause d'émission à effets de serre, et l'avancée du front pionnier, l'une des premières causes de conflits dans le monde rural (Hill, 2015 ; Munoz, 2015).

Les populations indigènes disparates qui vivent dans le bassin amazonien ne seront pourtant pas les seules affectées par l'intensification des activités extractives voulue par le gouvernement du MAS. Si elles font l'objet d'une moindre attention médiatique, les populations bien plus nombreuses des Andes risquent aussi de voir leur cadre de vie et leurs conditions sanitaires, d'ores et déjà fortement mis à mal par les activités extractivistes, se dégrader davantage, suite à la récente promulgation de la dernière loi minière (Puente, 2014 ; Raquena, 2015).

Comme l'a montrée une vaste recherche interdisciplinaire menée entre 2007 et 2010 sur les conséquences de près de 500 ans d'activités minières dans les environs de la ville d'Oruro, presque toute sa population est d'ores et déjà affectée, à des degrés divers, par les graves implications écologiques et sanitaires engendrées par les activités extractives (Laurent, 2014). Le taux élevé de résidus miniers – particules fines - dans l'air, la contamination de toutes les eaux de ruissellement, des rivières et des nappes phréatiques et la forte concentration de métaux lourds dans les produits de la pêche, y forment, selon les chercheurs à la base de l'enquête, un véritable cocktail toxique pour les populations locales. Et ce « constat environnemental lourd » est d'autant plus préoccupant, estiment ces mêmes scientifiques, qu'il est généralisable à toutes les régions de mines, c'est-à-dire à une bonne partie de Cordillère bolivienne. Un désastre quand on sait que son réseau hydrographique – et en particulier le lac Titacaca, déjà lui aussi fortement contaminé par les métaux lourds – est la première source d'approvisionnement en eau du pays (*Ibid*.) !

À l'évidence, en donnant carte blanche à l'exploitation de nouveaux espaces, la nouvelle loi minière ne va guère améliorer ce bilan désastreux ! Certes, le gouvernement prétend avoir envisagé des garde-fous légaux qui balisent ces activités en accord avec la Constitution et la législation environnementale. Mais, comme le font remarquer ses détracteurs, cette loi ne prévoit aucune restriction sur l'usage de l'eau par ces activités minières ni de compensation en cas de pollution des nappes phréatiques. Même si elle fait référence à des principes écologiques abstraits contenus dans d'autres textes, elle n'établit pas non plus de règles et de procédures environnementales adéquates en cas de fermeture des exploitations. En outre, comme le notent les opposants à la loi, la Bolivie a

beau disposer d'une législation environnementale très progressiste, celle-ci n'est que rarement appliquée ou très partiellement, faute de moyens ou de volonté politique de la mettre en œuvre (Puente, 2014 ; Raquena, 2015 ; Wanderley 2013).

À l'évidence, de nombreux textes de loi ne sont pas suivis d'effets en Bolivie. Comme l'expliquait déjà Carmen Sotomayor de l'Association des producteurs écologiques dans une interview accordée il y a quelques années à la revue Défis Sud (2012-2013) « [en Bolivie], *il y a des lois dont le contenu est très progressiste, mais ce sont précisément les dispositions de ces lois qui nous permettraient de progresser qui sont les moins bien financées* ». Le constat qui concerne ici les politiques agricoles du gouvernement est partagé par Fernanda Wanderley dans une étude remarquée sur politiques publiques mises en œuvre en Bolivie. Elle y démontre en effet le manque de suivi de la législation dans de nombreux domaines, et en particulier ceux qui réclament les interventions les plus radicalement novatrices et transformatrices de l'État : environnement, problématique agraire, question indigène, etc. (2013). Quand elles ne sont pas reléguées au second plan, ces politiques sont, dans certains cas, vidées de leur substance. En témoigne, notamment, la diminution des investissements publics consacrés à l'évaluation, à la prévention, au contrôle et à la réparation des dommages occasionnés à l'environnement qui seraient passés de 3,7 à 2 % entre 2007 et 2011 ; ceci alors que le pays connaissait l'une des croissances les plus fortes d'Amérique latine et que le gouvernement bénéficiait d'un afflux massif de devises. Loin d'être anodine, cette diminution démontre avec force, selon Cecilia Requena, le désintérêt croissant du gouvernement pour les questions environnementales, au profit de nouvelles priorités, centrées davantage sur l'« *exploitation à outrance des ressources naturelles, en totale contradiction avec la logique du* vivir bien *et celle la durabilité systémique* » (2015).

Tel est bien l'objectif actuellement poursuivi par le gouvernement du MAS estime le philosophe Raul Prada en dépit de sa rhétorique su le vivir bien : « *quitte à sacrifier l'environnement sur l'autel de la croissance, à renier ses principes et ses valeurs, et à trahir enfin ses partisans et alliés, le gouvernement a choisi la voie la plus simple (...), mais aussi la moins vertueuse sur le plan environnemental et la plus lourde de conséquences à long terme, pour renforcer l'assise économique du pays, celle que les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays ont tous privilégiée : la création de valeur à partir de l'exploitation intensive des ressources naturelles. La seule différence réside dans le fait que c'est désormais État qui contrôle ce processus d'accumulation* ». Toutes les politiques publiques, explique-t-il encore, sont subordonnées à – et hiérarchisées en fonction de – cet « objectif borné », mais vecteur – il est vrai — d'une rapide et forte croissance génératrice de précieuses devises. Le gouvernement a de fait troqué ses idéaux indianistes contre une rationalité somme toute plus classique de type productiviste.

Au regard des nouvelles priorités, les principaux responsables – fermiers-entrepreneurs, entreprises gazières et pétrolières, coopératives et sociétés minières, colons, chercheurs d'or – de la destruction des écosystèmes locaux se sont même vus octroyer nombre d'avantages directs et indirects. Ainsi, la loi minière, par exemple, exempte les sociétés privées et les coopératives minières de nombreuses obligations environnementales. Elle leur concède un régime fiscal bien plus favorable que dans d'autres secteurs, et prévoit aussi un prélèvement quasiment nul sur les activités des coopératives, réputées pourtant extrêmement polluantes et peu enclines aux respects des conditions de travail, au point que ce texte leur semble être taillé sur mesure.

Même si elles doivent composer avec un régime fiscal beaucoup moins favorable que les coopératives, les transnationales ont également été ménagées (Gandarillas, 2013). Et ne parlons pas ici des avantages de nature diverse offerts à divers acteurs dans les secteurs agroforestiers et agropastoraux. Entreprises forestières et agricoles, colons, petits, moyens et grands fermiers, etc., bref l'ensemble des responsables de la déforestation illégale – évaluée à près d'un million d'hectares – ont tous obtenu de généreuses concessions : mesures d'amnistie, réduction d'amende, délais supplémentaires pour remplir leur obligation de reboisement, subsides divers, etc. (Munoz, 2015).

Face à ces nouvelles orientations gouvernementales, les environnementalistes et les indigénistes ne cachent plus leur désarroi, sinon leur colère. « *Ce n'est absolument pas le type de politique à laquelle nous nous attendions de la part de Morales après ses grands discours sur la Terre-Mère ou la Pachamama et la manière de vivre en harmonie avec elle* », souligne ainsi, morose, Carmen Capriles, une représentante de l'organisation *Reacción Climatica* à propos du Décret

2366, « *la réduction de nos ressources naturelles et de nos forêts – richesse de la Bolivie -, n'a jamais été aussi forte que ces neuf ou cinq dernières années* » (citée in Hill, 2015). Estimant que le nouveau décret rendra caduque l'actuelle législation environnementale, Teresa Flores, ex-représentante de Prodema, dénonce elle aussi le double langage du gouvernement: « *Beaucoup se sont fait à l'idée qu'en défendant la Terre-Mère, le gouvernement était progressiste. Mais (...) cela est totalement faux. Ce gouvernement est en train de détruire l'environnement plus encore que n'importe quel autre. Son seul souci est d'exploiter aussi vite que possible les ressources naturelles (...). La réalité, c'est que le gouvernement a négligé les « zones protégées », d'abord en ne leur accordant qu'un budget dérisoire, ensuite, en fermant les yeux sur leurs invasions par les producteurs de coca.* [Désormais] *le gouvernement les considère comme un obstacle au développement, mais ne le dit pas ouvertement afin que les gens continuent de penser qu'il défend la Terre-Mère* (*Ibid*.) ».

Pour beaucoup de voix critiques, même l'indigénisme ne fait plus illusion. Ainsi, Elizabeth Lopez estime que la politique indigène du gouvernement n'est rien d'autre qu'une folklorisation du champ politique, et que cette folklorisation n'est qu'un bien piètre écran de fumée qui masque mal la mise en œuvre de politiques qui affectent directement et négativement les modes de vie et l'autonomie des communautés. Dans ce domaine, il vaut d'ailleurs la peine de souligner l'accent de plus en plus jacobin pris par le projet développementiste du gouvernement. Ainsi, Morales justifiait notamment le décret n°2298 en ces termes : « *Il n'est plus possible de perdre autant de temps avec ces consultations. C'est là l'une des grandes faiblesses de notre État. Nous modifions actuellement certaines normes dans le but unique et évident d'accélérer l'investissement et d'obtenir plus de ressources naturelles au bénéfice du peuple bolivien* » (cité in Zevallos Urbina 2015).

Quand bien même est-il conçu pour le peuple, un tel projet ne pourra cependant que conduire à une catastrophe, avertit cependant Silvia Riviera. Lors du récent Forum ando-amazonien, qui s'est tenu en septembre 2015, la célèbre anthropologue indigéniste s'en était violemment prise aux nouvelles politiques agraires du gouvernement, dénonçant publiquement le « *mal vivir du processus de changement* » (*PaginaSiete*, 29 septembre 2015).

Les politiques agraires : une alliance productiviste

La campagne électorale de décembre 2005 a eu le mérite de mettre la question du développement rural, du déficit productif, de l'exclusion en milieu rural et de l'inégal accès à la terre au centre du débat et des agendas politiques en Bolivie, sous la pression notamment des mouvements paysans et indigènes. Si tous les partis en lice affichèrent alors leur volonté de s'attaquer, dans le cadre de la loi, au latifundio improductif, le MAS fut sans nul doute celui présenta la proposition la plus radicale (Urioste, 2009).

Concrètement, le MAS se proposait, entre autres, de renforcer la sécurité juridique des propriétés remplissant de façon probante et durable des fonctions productives ; de garantir un accès juste et équitable à la terre, en particulier pour les petits paysans et les sans-terres ; de lutter contre les spéculateurs, les accapareurs et les trafiquants, en autorisant l'expropriation et la récupération de leur terre par l'État, en application des dispositions constitutionnelles et légales ; de répondre aux demandes sociales émanant du monde rural, en renforçant les institutions agraires et en les dotant de mécanismes de contrôle social ; et d'articuler les politiques de redistribution des terres et les mesures d'appui à la production et à la diversification productive. Fruit d'un compromis entre le MAS et plusieurs organisations paysannes, indigènes et environnementales, ce « Pacte pour la terre » devait être le point de départ d'une véritable « révolution agraire » en faveur de l'agriculture familiale et des communautés rurales (Urioste, 2009 ; Crabtree, Chaplin, 2013).

Une fois élu, Morales a bel et bien tenu ses engagements. Durant le premier mandat, son gouvernement modifia la Loi dite 'Inra' (Instituto nacional de reforma agraria) pour accroître les capacités d'intervention de l'État dans la récupération de terres non cultivées ou laissées en friche (sans indemnisation). De plus, il chargea la Can (Commission agraire nationale) d'accélérer le processus d'enregistrement des terres et de vérification de leurs fonctions socio-économiques (*saneamiento*), en donnant la priorité aux zones de conflits, ainsi que les procédures de titularisation des terres des communautés paysannes et indigènes. Il créa également le poste de « défenseur agraire » chargé de prévenir et de régler de manière pacifique les conflits liés à la terre et il lança une réforme de l'impôt et de la législation foncière. Enfin, il annonça une limitation de la taille des

propriétés foncières et des actions contre les latifundios improductifs de l'Orient et lança un vaste programme de réinstallation. Au total, près de 20 000 d'hectares devaient être octroyées aux communautés paysannes et indigènes en l'espace de cinq ans. Cette entreprise de (re)délimitation, requalification et redistribution des terres, s'accompagna enfin de diverses initiatives en faveur des communautés rurales, tels des programmes d'aide alimentaire et de soutien à la production et à la diversification agricoles *(Ibid*.).

Ces réformes n'étaient pas particulièrement radicales et moins encore révolutionnaires comme le prétendait le discours officiel. Accusées de faire le jeu l'économie de marché et de privilégier les marchés externes, certaines d'entre elles étaient même la cible de vigoureuses critiques à gauche. Les principaux détracteurs de ces réformes reconnurent toutefois l'impact positif de ces réformes sur le monde rural pauvre, dès lors qu'elles élargissaient l'accès à la terre, consolidaient la petite propriété, délimitaient plus franchement les territoires indigènes, dynamisaient l'économie locale et amélioraient enfin sensiblement les conditions de vie dans les communautés.

À partir du second mandat, les politiques et les stratégies du gouvernement en matière de développement agraire vont pourtant changer du tout au tout. La « révolution agricole », tant promise et tant attendue, ne s'inscrira plus, ni dans le cadre du *vivir bien* ni dans celui d'une agriculture paysanne, diversifiée et durable. Abandonnant ses premiers accents novateurs et progressistes, elle suivra plutôt chemin de la très controversée « révolution verte ». Elle puisera désormais moins son inspiration dans les systèmes traditionnels de production des communautés ando-amazoniennes que dans les systèmes de monoculture industriels des pays voisins, Brésil, Argentine et Paraguay. La révolution que tous appelaient de ses voeux en Bolivie sera avant tout « agroproductiviste », à mille lieux, ici encore, du discours environnementaliste du gouvernement.

Peu médiatisé, le deuxième sommet agropastoral qui s'est tenu à Santa Cruz les 21 et 22 avril 2015 devait entériner ce nouveau « projet » agroproductiviste. Alors que la Bolivie s'apprêtait à célébrer en grande pompe et avec force discours et cérémonials indigénistes, la Journée mondiale de la Terre-Mère, les principaux opérateurs agricoles boliviens avaient été réunis sue l'initiative du gouvernement dans la capitale *cruceña* pour s'accorder, , à huis clos et loin des projecteurs médiatiques, sur les moyens d'assurer l'autosuffisance alimentaire et faire de la Bolivie un grand pays producteur et exportateur d'aliments. Officiellement, ce sommet appelé Sembrando Bolivia devait aboutir à la définition d'un agenda commun pour atteindre le double objectif de « sécurité alimentaire avec souveraineté » et de diversification de la matrice productive fixé par l'Agenda patriotique 2025 9. Mais l'intention du gouvernement était nettement plus prosaïque. Elle avait été explicitée quelques mois plus tôt dans le défi lancé par le vice-président Garcia Linera aux membres de la Chambre agropastorale de l'Orient, représentant les secteurs de l'agrobusiness de la *media luna* : le défi d'accroître la superficie des terre mises en culture ou utilisées pour l'élevage à un rythme annuel d'un million d'hectares sur dix ans, soit le triplement de surfaces consacrées actuellement à ces cultures d'ici 2025 (Delcourt, 2015).

Autrement dit, il s'agissait pour le gouvernement de trouver avec l'agrobusiness un terrain d'entente pour étendre l'arc agricole dans les départements amazoniens de l'Orient, là où il existe de vastes superficies « disponibles » (forêt et savane) en vue d'accroître la production nationale de denrées agricoles exportables, viande et soja en particulier. Objectifs quantitatifs donc, centrés sur un nombre restreint de produits d'exportation, auxquels les différents acteurs de l'agrobusiness ont répondu en conditionnant leur participation à ce projet à quatre conditions : une plus grande sécurité juridique pour les propriétés foncières ; l'autorisation d'utiliser les biotechnologies, et en particulier des semences transgéniques ; la suppression des entraves à l'exportation ; et l'amélioration/extension des infrastructures routières et logistiques dans la région.

Certes, devant l'opposition de la plupart des organisations paysannes et indigènes, ni le gouvernement ni les acteurs de l'agrobusiness n'ont finalement obtenu ce qu'ils réclamaient. Seuls des délais supplémentaires ont été concédés aux différents secteurs afin qu'ils puissent se mettre en ordre en matière de contrôle de la fonction économique et sociale et en matière de réparation pour déboisement illégal. Pour autant, les mouvements sociaux ne peuvent se réjouir trop vite, estime Arturo Villanueva, car ce Sommet « *ne constitue pas un événement ponctuel et isolé. C'est le résultat*

[9] Rendu public en août 2013 par Evo Morales, l'« Agenda patriotique du bicentenaire 2015 » se présente comme un programme de gouvernement et une stratégie d'action commune pour les dix prochaines années.

d'un long processus de négociations, de concessions et d'incitations que le gouvernement national et les entrepreneurs agro-industriels de l'Orient ont lancé voici plusieurs années... Nul n'ignore que (les propositions de l'agrobusiness) ont trouvé leur traduction dans diverses lois et dispositions qui les favorisent expressément et préférentiellement » (*Rebelión*, 2015). Il en va par exemple ainsi de l'ambiguë Loi sur la révolution productive, promulguée en 2012, qui laisse une porte entr'ouverte aux cultures transgéniques que la Constitution avait pourtant fermée, du gel du contrôle de la FES (Fonction économique et sociale) à la demande des secteurs de l'agrobusiness, et d'une multitude de dispositions qui leur viennent en appui.

En fait, plusieurs raisons expliquent les nombreuses concessions accordées aux secteurs de l'agrobusiness par le gouvernement. Parmi celles-ci, il y a bien sûr la volonté de ce dernier d'éviter toutes confrontations directes avec eux et, au-delà, de les « inclure » dans son « projet national ». Les quelques modifications apportées à la dernière mouture de Constitution politique de l'État –soumise à referendum en 2009 - visaient d'ailleurs le même objectif 10. Il s'agissait avant tout de neutraliser les velléités autonomistes *cruceñas*. Mais il y a une autre raison, peut-être encore plus déterminante, qui se cache derrière cette surprenante convergence entre le gouvernement et l'élite agraire *cruceña*, à savoir la chute récente du prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux après une longue période de hausse. « *La chute du prix du pétrole*, écrit ainsi l'ex vice-ministre du Développement rural, *a servi de détonateur à la décision du gouvernement de convoquer fin janvier un Sommet agropastoral, avec notamment la proposition de relancer la production dans le pays, et en particulier la production d'aliments pour l'exportation* » (2015). La révolution productive n'aurait donc d'autre but que celui de compenser la baisse des précieux revenus d'exportation des minerais et hydrocarbure par une relance de la production de denrées alimentaires exportables, dont dépendent les politiques publiques, les programmes de lutte contre la pauvreté et par extension une grande part de la popularité d'Evo et du gouvernement.

Cette évolution est des plus inquiétantes. La plupart des spécialistes considèrent en effet que ce projet risque non seulement d'accélérer la déforestation, mais aussi de renforcer l'emprise du modèle agro-industriel aux dépens de l'agriculture familiale et communautaire, dont la redynamisation semble être devenue beaucoup moins prioritaire ces dernières années. En s'appuyant sur les gros opérateurs du secteur, cette « *révolution productive*, avertit ainsi la Fundación Tierra, *ne pourra que conduire à plus de déforestation* [et à] *une marchandisation des terres publiques en faveur des grands propriétaires, probablement au détriment des territoires indigènes et des communautés paysannes* » (*La Razón*, 15 mai 2015).

De fait, selon Miguel Urioste, la Bolivie s'est engagée dans un processus simultané et contradictoire de « déruralisation » (abandon des communautés, exode rural, etc.) et de « réagrarisation (élargissement de la frontière agricole et relance de la production), dont les principaux protagonistes et bénéficiaires sont les secteurs agroindustriels des départements de la demi-lune (*La Razón,* 15 avril 2015). Modifiant la structure agraire du pays et exerçant des effets corrosifs sur les communautés rurales, ce double processus tranche une fois encore de manière radicale avec les discours enflammés du gouvernement en faveur du *vivir bien*, de la Terre-Mère et des généreux principes sur lesquels se base l'Agenda patriotique 2025. Même s'il s'en défend et ne cesse de réaffirmer son appui à l'agriculture familiale, le gouvernement paraît avoir scellé un pacte avec les secteurs de l'agrobusiness en vue d'étendre les cultures industrielles. La dramatique expérience paraguayenne devrait pourtant servir d'avertissement. Car, note Miguel Urioste, « *ces dix dernières années, plus d'un million de paysans et d'indigènes ont abandonné la campagne pour migrer à Asunción. Le grand défi, est que* [le Sommet Sembrando Bolivia] *ne reproduise pas le désastreux modèle paraguayen d'élargissement indiscriminé de la frontière agricole, sans contrôle environnemental et écologique, expulsant les peuples indigènes et enlevant les terres aux paysans. [Un modèle] qui signifie aussi une déforestation totale* » (*Ibid.*).

[10] Lors des discussions entre le gouvernement et les représentants des élites de l'est du pays, un article a été introduit – illégalement selon certains – dans la Constitution qui permet, grâce à une fiction juridique, aux grands propriétaires terriens de contourner la limitation de la taille des exploitations, fixée à 5000 hectares par cette même Constitution. Rappelons en outre que cette règle n'est pas rétroactive, épargnant donc les grandes propriétés qui se sont constituées avant 2009.

Le piège développementiste ! Consolidation du modèle extractiviste primo-exportateur et dépendance internationale

Soumis à un feu toujours plus nourri de critiques, Álvaro García Linera ne manque pas d'arguments pour défendre l'orientation productiviste de son gouvernement. Balayant toute objection, le vice-président rétorque régulièrement à ses adversaires, qui l'accusent de privilégier un modèle de croissance destructeur pour l'environnement, que le gouvernement n'a pas d'autre choix que de suivre cette voie si elle veut sortir la Bolivie du sous-développement et extraire sa population de la pauvreté. La valorisation des ressources naturelles et l'accumulation des excédents constituent selon lui une étape indispensable à l'avènement d'une société avancée économiquement, juste sur le plan social et à la pointe sur le plan environnemental. Tout État qui aspire à être souverain, postcolonial et postcapitaliste ne peut s'y soustraire, sous peine de demeurer pauvre, fragile et dépendant: « *pour les nations indigènes souveraines*, écrit-il, *une nouvelle société environnementale ne sera possible que si elle rompt avec la condition coloniale de fragmentation et de pauvreté qui prévaut chez les peuples et les nations. Ce dont il est ici question est la création d'une civilisation écologique par le biais d'une combinaison de savoirs ancestraux et contemporains capables de restituer un métabolisme entre nature et nature devenue société. Mais cela ne pourra être fait en imitant simplement (...) le Nord (illusion développementiste) et moins encore en pétrifiant les conditions de vie des peuples du Sud (colonialisme pétrifié). Cette civilisation ne pourra advenir que si nous sommes capables d'offrir les conditions matérielles minimales d'existence et de satisfaction des besoins de base (...)* » (*PaginaSiete*, 18 août 2015).

Dans un discours prononcé deux ans plus tôt le vice-président précisait sa pensée: « *Il est clair qu'il faut dépasser l'étape de la simple production. (...) Mais cela ne s'obtiendra pas en paralysant l'appareil productif, en contrevenant à l'excédent qui vient des matières premières et en régressant vers une économie d'autosubsistance qui nous assignerait à un niveau de vulnérabilité pire qu'avant, avec l'abdication totale de quelques types de souveraineté (...); d'autant qu'elle ouvrirait les portes à la restauration patronale-néolibérale qui alors pourrait se présenter comme capable de satisfaire les demandes de la base de la société. Derrière les récentes critiques de l'extractivisme se profile l'ombre de la restauration conservatrice* » (cité in Poupeau, 2013).

Pour extraire définitivement le pays de sa condition de sous-développement et de dépendance coloniale, la priorité du gouvernement doit donc d'abord et avant tout aller au renforcement sa matrice productive. Seuls doivent compter à ce stade, la croissance économique, génératrice d'excédents et leur distribution vers les catégories sociales les plus démunies. Ce n'est qu'après, quand l'État aura définitivement récupéré sa souveraineté internationale, consolidé son assise financière et assuré une meilleure existence à sa population qu'il pourra poser les fondements d'une société durable et plurielle, fondée sur le *vivir bien*.

Rétrospectivement, cette stratégie a porté ses fruits. Elle a permis des avancées économiques et sociales indéniables. Tous les indicateurs socio-économiques, on l'a vu, sont aujourd'hui dans le vert, ce qui conforte le gouvernement dans ses choix et le rend d'ailleurs si populaire. Mais, comme le note aussi l'économiste Javier Gómez, le modèle défendu par Garcia Linera, à grand renfort de justifications théoriques et d'arguties philosophiques, n'est ni original ni novateur. Il s'inscrit en fait dans la droite ligne des stratégies mises en place par les pays voisins (Équateur, Venezuela et même Brésil). Sous des modalités diverses, tous ces gouvernements ont cherché à réaliser leurs objectifs de croissance d'une part, en resserrant le contrôle de l'État sur les ressources et les secteurs économiques jugés stratégiques, et d'autre part, en mettant en oeuvre des politiques sociales expansives à destination surtout des populations les plus pauvres. Et le directeur du Cedla (Centro de Estudos para el Desarollo Laboral y agrarío) de rajouter que ces nouvelles politiques sociales n'ont pu être mises en œuvre de manière efficace et effective parce que la région dans son ensemble a bénéficié du boom des matières premières.

« *Il est une chose commune à la région*, explique-t-il, *l'arrivée de Morales a coïncidé avec le début d'un cycle économique extraordinaire propre à l'ensemble de la région. Comme les autres pays de la région, la Bolivie a eu pour la première fois depuis longtemps la possibilité de solder sa dette sociale et de résoudre plus favorablement l'équation économique (...). Jamais dans leur histoire, ces États n'ont été capables de distribuer autant de subsides, autant d'allocations sociales. Grâce au boom qui touche la région, ils ont pu mettre en place des politiques sociales, lesquelles ressemblent, il*

vaut la peine de le rappeler, à celles promues par la Banque mondiale et n'ont rien de particulièrement radicales (...). Quelles différences y a-t-il entre l'Équateur, le Venezuela ou la Bolivie ? Ils ont réformé leur politique en matière de ressources naturelles. Ils ont décrété qu'elles étaient la propriété de l'État et cherchent à les administrer et désormais à étendre leur contrôle sur la chaîne de valeur. Tous ont privilégié des politiques sectorielles en la matière et une stratégie de renégociation des contrats de manière à améliorer la participation de l'État à la rente des hydrocarbures. C'est cela que le gouvernement appelle « nationalisation des hydrocarbures ». Il s'agit en fait d'un modèle terriblement similaire au modèle contractuel de la PDVSA au Venezuela qui lie le financement des politiques sociales à la bonne santé des exportations ».

Dans ce schéma, les politiques sociales, tout comme les investissements publics, dépendent étroitement des exportations et, donc, de la conjoncture économique internationale. Exportations et politiques sociales constituent les deux faces d'une même pièce ; elles sont interdépendantes. Bien entendu, cette interdépendance n'est pas sans risque pour la continuité des politiques sociales. Force est d'ailleurs de constater que la Bolivie a dangereusement accru sa dépendance économique au marché international depuis l'arrivée du MAS au pouvoir, comme le montre la structure des exportations. Ainsi, les exportations liées aux secteurs miniers et à celui des hydrocarbures ont représenté près de 69 % de l'ensemble des exportations ces cinq dernières années, contre 47 % en 2001-2005, soit une augmentation de 21 % ! (Raquena, 2015). Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ils témoignent de l'approfondissement d'un modèle primo-extractiviste-exportateur, à contre-courant de la « durabilité systémique » revendiquée par le gouvernement.

En effet, si la nationalisation des hydrocarbures a augmenté les capacités d'intervention de l'État dans le tissu socio-économique, avec à la clé une hausse non négligeable de l'ensemble des indicateurs du développement, en revanche, la Bolivie de Morales n'a pas été en mesure de diversifier davantage son économie et de modifier davantage la structure de ses exportations. Les besoins de financement de ses ambitieux travaux d'infrastructure et ses politiques sociales l'ont plutôt poussé à adopter une stratégie d'intensification productive qui, à son tour, a eu pour effet de renforcer le modèle primo-exportateur que le MAS prétendait combattre (cf. *supra*).

Dès son entrée en fonction, le gouvernement du MAS avait pourtant cherché à diversifier le tissu socio-économique du pays en investissant massivement dans une série de projets d'industrialisation et de diversifications productives. Mais souvent mal conçus, parfois mal géré, et soumis à une rude concurrence internationale, la plupart de ces projets peinent à produire les résultats économiques escomptés. Certains sont encore sous perfusion. D'autres n'ont jamais vu le jour ou ont à peine été ébauchés (Cf. Arze Vargas, Gomez ; 2013, Gandarillas, 2013). De fait, les activités productives se concentrent toujours dans les secteurs extractivistes. Et de manière générale, on observe même un croissant déséquilibre entre activités productives et activités non productives, au profit de ces dernières, qui donne de plus en plus à la Bolivie, selon Raul Prada, le profil d'un « État rentier » fondé sur une économie presque exclusivement primo-exportatrice (2015). Les secteurs extractivistes-exportateurs sont restés la principale sinon la seule source de rentrées financières pour le gouvernement, une manne directement accessible et mobilisable ; des recettes d'autant plus stratégiques que la récupération par l'État d'une bonne partie des bénéfices liés à l'exploitation de ces ressources a coïncidé avec la forte hausse du prix des matières premières sur les marchés internationaux. Jamais, rappelons-le, l'État bolivien n'a disposé de rentrées si importantes.

Mais ce boom des matières premières a entraîné également le pays dans un cercle vicieux. Il a renforcé l'attractivité des secteurs extractivistes et incité le gouvernement à encourager leur expansion pour financer le développement du pays, quitte à inhiber les autres alternatives productives, à remiser ses promesses environnementales, et à lever certains obstacles à l'exploitation illimitée des matières premières minières et agricoles. « *Dans la Bolivie du discours sur le Bien Vivir*, explique ainsi Cécilia Raquena, *les décisions clés qui sont adoptées le sont à partir de la croyance surprenante que l'amélioration des conditions de vie de la population implique quelque chose de distinct, voire d'opposé à la protection des équilibres environnementaux dont dépend cette même population. Selon cette « rationalité », progresser c'est d'abord accroître l'exploitation sans limites des ressources naturelles pour générer un revenu qui à son tour permettra, dans un futur incertain, de s'occuper de l'environnement. Dans la foulée, on va finir par détruire les milieux naturels de manière irréversible* » (2015).

À défaut d'une autre politique prenant en compte les objectifs environnementaux, jamais la progression du modèle extractiviste n'a été aussi rapide et étendue que sous la direction du MAS affirme ainsi Marco Gandarillas. Il en va de même pour le rythme de destruction de l'environnement, parent pauvre des politiques gouvernementales (2013). Certes, García Linera a raison d'affirmer que ces « milieux naturels » ne peuvent être éternellement préservés juste pour satisfaire la « bonne conscience écologique » des pays industriels développés et des classes moyennes. Propriété du peuple bolivien, ces ressources ne peuvent demeurer non ou sous-exploitées ; elles doivent servir au développement du pays ; financer la généralisation des services de base, les salaires ou encore la lutte contre la pauvreté. Mais cette stratégie n'est pas sans risque dès lors qu'elle continue à mettre l'économie du pays et, donc, le financement des politiques publiques à la merci des fluctuations des cours et aux impulsions du marché international.

À ce propos, nul n'ignore en effet en Bolivie que la décision du gouvernement de relancer les exportations agricoles par le biais de l'extension des monocultures industrielles a d'abord et avant tout été précipitée par la baisse des prix des minerais sur les marchés internationaux (cf. supra). Retournement de conjoncture donc, qui a obligé le gouvernement à rechercher de nouvelles sources de revenus dans d'autres domaines afin d'assurer le financement de ses investissements publics et politiques sociales, quitte à accélérer pour ce faire le processus de destruction des ressources et des environnements naturels (Liendo, 2015). Contrastant avec la rhétorique de rupture avec le capitalisme et de récupération de la souveraineté nationale, dont le gouvernement bolivien se fait le champion, les Bourses de Chigaco et de Londres continuent en réalité à donner leur tempo aux dynamiques de développement en Bolivie et à peser sur la définition des politiques publiques. Et nombre d'observateurs d'insister à partir de ce constat sur le caractère éphémère des acquis, et la durabilité d'une telle stratégie en l'absence d'une meilleure réglementation du marché international. Après tout, ces ressources ne sont pas inépuisables (Munoz 2015 ; Hill 2015).

Bien que plus prospère sur le plan économique, la Bolivie demeure en fait tout aussi vulnérable aux fluctuations des cours. Sa dépendance aux marchés des matières premières est tout aussi préoccupante. Et cette dépendance s'est même trouvée aggravée ces dernières années. L'actuel modèle de développement bolivien dont le gouvernement ne cesse de vanter les mérites, à grand renfort de rhétorique indianiste, ne peut donc se présenter comme une alternative viable, explique Raul Prada, car il perpétue un « capitalisme rentier », tout entier centré sur l'exploitation intensive des ressources. Même si elles s'accompagnent d'une ambitieuse politique d'investissement et de redistribution en faveur des couches de la population les plus pauvres, et principalement en faveur des populations andines, quechuas et aymaras, premières bases électorales du MAS, les stratégies mises en oeuvre par le gouvernement ne permettront nullement au pays de dépasser son statut de pays primo-exportateur : « *Sur ce plan*, estime Fernando Molina, *on ne peut guère parler de processus de changement puisque les indicateurs sont identiques et même pires qu'il y a dix ans (….) si le produit a été multiplié par quatre, il occupe la même position relative que durant la période néolibérale* » (2015). De plus, comme le note enfin Javier Gómez, les réformes sociales du MAS n'ont rien de particulièrement radicales. Elles ne remettent pas en cause la structure de répartition du revenu.

III. « No hay media luna sino llena luna » : les dynamiques sociales et politiques

« *En Bolivia, no hay mas media luna sino llena luna* ! » (« En Bolivie, il n'y a plus de demi-lune, seulement une pleine lune » !). La formule utilisée par Evo Morales dans le discours qu'il adressa du haut du balcon du Palacio Quemado, devant les milliers de partisans réunis place Murillo à La Paz pour fêter une nouvelle victoire aux élections présidentielles d'octobre 2014, célébrait également une autre réussite électorale (*El Deber*, 12 octobre 2015). Trois des quatre départements de la media luna (à savoir les Départements de l'Orient - Santa Cruz, Beni, Pando — et Tarija) avait majoritairement voté en faveur du MAS. Or, ces départements s'étaient autrefois violemment opposés au gouvernement, allant jusqu'à mettre en pratique – sans succès toutefois – leur menace de sécession dans un climat quasi insurrectionnel. La victoire du MAS y était donc complètement inattendue (Do Alto, Stefanoni, 2008 ; Crabtree, Chaplin, 2013). Aussi, par cette métaphore, le président se félicitait-il du retour de ces départements « sécessionnistes » dans le giron national et partant, de l'unité retrouvée sous la bannière du MAS.

Au total, le parti avait remporté ces élections dans huit des neuf départements que compte la Bolivie. Un exploit d'autant plus significatif qu'à l'échelle nationale, le MAS bénéficiait d'une très confortable majorité, accaparant près 61 % des votes, et devançant même de près de 40 points son rival le plus sérieux à droite, Samuel Doria Medina. Après presque une décennie à la tête du pays, Evo Morales apparaissait donc plus populaire que jamais, et l'opposition semblait toujours plus anémiée. En dépit de la multiplication des critiques sur sa gestion, le MAS était parvenu non seulement à élargir sa base électorale, mais aussi à étendre son hégémonie politique à l'ensemble du pays. Rarement dans l'histoire de ce pays marqué par de fréquentes convulsions politiques et sociales l'assise d'un gouvernement n'avait été aussi large, et la durée de son mandat aussi longue (Achtenberg, 2015).

Assurément, le MAS récoltait encore les fruits des changements socio-économiques et culturels qu'ils avaient impulsés dès son arrivée au pouvoir. Mais ces transformations, pas plus que l'aura dont bénéficie toujours le président auprès des populations indigènes, quechua et surtout aymara, ne sont pas les seules à rendre compte de ce succès électoral. Cette écrasante victoire s'explique aussi tant par la faiblesse et les divisions de l'opposition que par les stratégies d'inclusion, de cooptation, d'enrôlement, voire d'éviction mise en place par le MAS, lesquelles ont en retour profondément transformé le parti et son projet.

Des rapprochements contre nature

Dans les riches départements de la media luna, les plus allergiques au gouvernement Morales, le MAS est parvenu en effet à affaiblir, voire à désarmer totalement l'opposition politique conservatrice, d'une part, en nouant un « pacte » officieux avec les représentants des puissants secteurs des hydrocarbures et de l'agrobusiness, principaux soutiens autrefois des comités civiques sécessionnistes ; et d'autre part, en intégrant en son sein quelques figures emblématiques de la droite conservatrice.

Comme le note Pablo Stefanoni, l'« *idéologie n'explique pas seule la victoire du parti au pouvoir à Santa Cruz (…). Le parti d'Evo Morales y a appliqué une politique pragmatique permettant l'entrée dans le MAS d'un petit groupe de militants de la très à droite Action démocratique nationaliste (Acción Democrática Nacionalista – ADN, le parti fondé par le général Banzer), et notamment de la parlementaire Jessica Echevarría, qui avaient été membres de plusieurs groupuscules de droite (…) et était en 2008 l'une des figures du cruceñismo radical. Avant de changer de parti, cette évangéliste s'était excusée d'en avoir appelé à la haine dans ces temps de polarisation* » (2014). À l'instar de cette ancienne porte-parole de l'ex-président de centre droit, Tuto Quiroga, de nombreux adversaires d'hier ont ainsi pu intégrer le MAS qui leur a ouvert sans trop de mal ses portes, non seulement dans les bastions conservateurs, mais aussi dans certaines provinces acquises depuis longtemps au MAS, se désole lui aussi Rafaël Puente. Étonnant retournement de veste donc qui ne peut se comprendre que par des concessions mutuelles ou une convergence opportune d'intérêts.

.

Les élites économiques de ces régions « ont choisi d'être pragmatiques et de négocier », explique ainsi Stefanoni, estimant qu'« *en plein boom économique, ils n'avaient aucun intérêt à continuer à s'opposer au gouvernemen*t » (cité in Barbier, 12 octobre 2014). Première bénéficiaire de la croissance économique, cette oligarchie économique avait d'autant moins de raisons de s'opposer au gouvernement que depuis 2011, elle se voit octroyer d'importantes concessions : report du contrôle de la FES, modification de la Constitution, avantages économiques divers, etc. (cf. supra). Mais le gouvernement lui aussi y a trouvé son compte: « *Dans le contexte de croissance économique, laquelle a aussi suivi la défaite des secteurs les plus radicaux, le gouvernement a proposé à la communauté des affaires un accord implicite dans lequel les élites économiques reconnaissent la légitimité du président en échange de la reconnaissance* [par le gouvernement] *de la légitimité du modèle capitaliste de Santa Cruz* » (Stefanoni, 2014).

Purement instrumentaux et opportunistes, ces rapprochements contre nature avaient d'ailleurs été théorisés par le vice-président García Linera qui lesjustifiait en ces termes : « *Si un projet demeure confiné à son noyau originel, alors cela signifie domination et imposition. (…). Lorsque vous intégrez votre adversaire dans votre projet universel* (celui-ci) *arrête de se retrancher dans son propre domaine et (dès lors) ne sera plus en mesure de générer un contre-pouvoir. Le risque c'est d'avoir affaire à un adversaire si habile et rusé à l'intérieur de ton propre projet qu'il soit en mesure de convertir le sien en hégémon du projet universel* » (*El Deber,* 18 novembre 2014).

Destinées à évincer la droite politique et à reconquérir les régions les moins acquises à la cause présidentielle, ces alliances n'ont bien entendu pas été sans conséquence rétrospectivement. Débouchant sur des concessions et l'élaboration de lois taillées sur mesure, elles ont sans nul doute aussi contribué à réorienter, voire à dénaturer projet politique et économique du MAS, reléguant par exemple au second plan la question indigène et les politiques environnementales (Achtenberg 2015). La recherche de stabilité et de l'hégémonie politique a donc eu un prix important. Et ce prix a été l'abandon des objectifs les plus radicaux au profit d'une orientation développementiste plus classique et consensuelle. Un changement de perspective que reflète d'ailleurs aussi la reconfiguration des rapports de force au sein du MAS et du gouvernement entre « idéalistes » et développementistes » à la faveur de ces derniers, incarnés notamment par le vice-président García Linera. L'autre prix à payer a été la rupture du pacte d'unité qui avait porté Evo Morales au pouvoir en 2006 et avait valu à son gouvernement d'être qualifié de « gouvernement des mouvements sociaux ».

La fin du Pacte d'unité

L'hégémonie politique sans partage dont bénéficie actuellement le MAS et l'extraordinaire popularité d'Evo Morales, à l'intérieur de son pays comme à l'extérieur, ne peuvent en effet masquer les nouvelles tensions apparues au sein des propres bases sociales du gouvernement, et en particulier dans organisations et mouvements sociaux qui avaient pris part aux soulèvements populaires et à l'élaboration de l'agenda d'octobre en 2003. En réalité, le nombre de conflits sociaux n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui même s'ils sont plus localisés et de moindre intensité. Et parmi ceux-ci viennent en tête les conflits socio-environnementaux qui ont connu une progression importante depuis quelques années (Rojas Ríos, 2015). Révélateurs d'une résistance croissante à la conversion productiviste du MAS, de nouvelles lignes de clivages se sont ainsi dessinées entre le gouvernement et une partie des forces populaires d'une part, et entre les mouvements sociaux, d'autre part.

Cette fracture est surtout apparue au grand jour lors du très médiatisé conflit lié au projet de construction d'une route dans le Tipnis. La répression par le gouvernement de la marche organisée par les organisations indigènes et leurs défenseurs avait généré une vague d'indignation telle au niveau national et international que plusieurs mouvements signataires du Pacte d'unité ont alors publiquement pris leur distance avec le gouvernement du MAS. Mis à la fois sous le feu des projecteurs et sous la pression de la rue, le gouvernement a finalement renoncé à ce projet, mais la rupture entre le MAS et plusieurs mouvements indigènes et environnementaux n'en était pas moins consommée. L'image du MAS s'en est trouvée fortement écornée. Le Tipnis avait clairement fait apparaître au grand jour les contradictions alors en germes dans le projet gouvernemental, et réactivé les divisions, jusque-là mises en sourdine, au sein de la coalition dirigeante (Perrier-Bruslé 2012 ; McNeish 2013 ; Crabtree, Chaplin, 2013 ; Wanderley 2013).

De fait, ce conflit a été le premier événement, explique Fernanda Wanderley, « *à lever le voile sur les contradictions générées par l'existence de deux projets concurrents au sein même du parti gouvernemental: celui prônant le dépassement du modèle capitaliste néolibéral fondé sur l'extractivisme par le biais d'un renforcement d'une économie pluriel, d'une transformation productive et de la durabilité environnementales ; et (II) celui défendant (plutôt) un capitalisme d'État basé sur l'approfondissement de l'extractivisme (hydrocarbures, minéraux et agro-industrie) à l'intérieur d'un modèle de marché libre et autorégulé* » (2015). Auparavant, le gouvernement Morales avait déjà dû faire face à plusieurs autres conflits sociaux d'envergure, mais aucun de ceux-ci n'a eu autant de répercussions sur la cohésion du MAS, et les rapports avec ses bases sociales et ses alliés politiques. Après, la répression de la marche indigène, les démissions se sont succédé au sein de MAS. Certaines voix critiques en son sein ont été évincées. Et les partisans de la ligne néodéveloppementiste ont vu leur présence et leur rôle renforcés au sein du gouvernement, ce qui a eu pour effet de consolider encore davantage les orientations productivistes.

Si une fracture entre le gouvernement et certains mouvements sociaux est apparue, les rapports entre les organisations se sont également beaucoup détériorés, en particulier entre celles qui soutiennent coûte que coûte l'action gouvernementale et celles qui la contestent, même à demi-mot. Une hostilité croissante entre les acteurs du champ populaire qui ont parfois débouché sur de violents conflits. Confrontations entre les communautés indigènes locales et leurs défenseurs, et les organisations de colons et *cocaleros*, venus des hautes terres et soutenus par le gouvernement lors de l'affaire du Tipnis ; heurts meurtriers entre mineurs syndiqués et mineurs coopérativistes ; tensions entre syndicats ruraux et syndicats indigènes, brefs l'unité n'est plus de mise au sein des forces sociales. Les politiques de développement privilégiées par le gouvernement ont fait voler en éclat le consensus social qui avait donné la première victoire à Morales, et fait de son gouvernement un gouvernement diversifié et authentiquement populaire (Crabtree, Chaplin 2013 ; McNeish 2013 ; Wanderley 2013). L'image d'une société soudée derrière le MAS a fait long feu, même si Evo jouit encore d'une très grande popularité et cristallise le consensus autour de sa personne. Mais pour combien de temps ?

Des mouvements sociaux divisés, affaiblis et cooptés

La plupart de nos interlocuteurs boliviens sont unanimes sur un point : une fois la tempête sécessionniste passée et les anciens adversaires « politiquement » mis hors d'état de nuire, la « conflictualidad » dans le pays s'est déplacée, basculant d'une lutte nationale contre les élites conservatrices vers une explosion des demandes sociales et des conflits sectoriels au sein même de la base électorale du MAS, qui tendent actuellement à diviser et à affaiblir les dynamiques collectives.

Commentant avec amertume ce morcellement des luttes sociales autour d'enjeux et d'intérêts particuliers, Rafaël Peunte estime ainsi que la Bolivie *« est en train de vivre un processus de désagrégation sociale marqué par des revendications sectorielles et groupales, dans lesquelles les causes nationales qui unissent le pays sont devenues secondaires* ». Tout en mettant en évidence le caractère de plus en plus corporatiste de ces luttes, l'ex vice-ministre de l'Intérieur dénonce aussi la mentalité « patrimoniale », héritage d'un État lui-même « patrimonial », qui anime aujourd'hui les acteurs qui portent ces luttes, qu'il s'agisse d'acteurs individuels ou collectifs. Nombre de représentants d'organisations sociales ne chercheraient selon lui plus qu'à « obtenir une partie de patrimoine » public et tendrait à perdre de vue l'intérêt national et l'objectif de « décolonisation interne » de la Nation.

Puente n'est pas tendre non plus avec le gouvernement qu'il accuse aussi d'avoir perpétué cette mentalité patrimoniale par ses largesses, en distribuant responsabilités et emplois publics, en concédant faveurs et avantages et en votant des lois taillées sur mesure pour satisfaire les intérêts sectoriels. Ces libéralités ont eu selon lui pour effet de maintenir de nombreux acteurs sociaux dans un rapport clientéliste de dépendance ou de loyauté bornée. Le gouvernement y a vu quant à lui un moyen de désamorcer les conflits ou d'acheter la paix sociale, mais au prix d'une division et d'un affaiblissement des forces populaires. Les mouvements sociaux, notent plusieurs de nos interlocuteurs, ont ainsi perdu leur force de frappe collective. Et même les grandes fédérations indigènes qui s'étaient opposées au gouvernement pendant l'affaire du Tipnis n'ont pas été épargnées, à l'instar de la Conamaq, désormais divisée entre une tendance critique et une tendance officialiste, appelée ironiquement « Cona-Mas ». Depuis le Tipnis, le MAS n'a d'ailleurs pas hésité à

instrumentaliser ces nouvelles divisions et dissensions au sein des mouvements en soutenant, voire en imposant leurs dirigeants, ce qui a eu pour effet de polariser davantage le camp progressiste, et d'achever l'éclatement des forces populaires.

Signe d'une intolérance croissante par rapport aux critiques, surtout lorsqu'elles viennent de ses anciens alliés et de sa base, le gouvernement tend aussi de plus en plus à adopter un ton martial et accusateur, assorti parfois de menaces à peine voilées. Dénigrement public de certains intellectuels et militants, accusés de faire le jeu de la droite conservatrice ou de l'impérialisme ; réquisitoire contre le « colonialisme environnemental » de plusieurs ONG et centres d'études ; multiplication des accusations contre les organisations indigènes, etc. Depuis peu, les acteurs les plus critiques sont devenus la cible d'une campagne au vitriol de la part du gouvernement, comme le montre la charge récente de García Linera contre quatre ONG, dont trois centres de recherche progressistes (Cedib, Fundación Tierra, Cedla) qui, depuis plusieurs années, dénoncent le tournant productiviste pris par le gouvernement.

Dans un tel climat, l'autocensure est parfois devenue la norme dans certaines organisations. Plusieurs interlocuteurs, dont des militants du MAS de la première heure, membres ou représentants de mouvements sociaux, confient ainsi que peu d'entre eux n'osent remettre en question de vive voix, lors de réunions, les options du gouvernement ou s'opposer publiquement à sa rhétorique populiste. C'est que toute remise en question des politiques gouvernementales, note Elizabeth Lopez, est régulièrement assimilée à une opposition au « processus de changement ». S'opposer c'est rejeter l'acquis !

Or, cette stratégie de disqualification a d'autant plus d'efficacité que l'opposition progressiste a de plus en plus de mal à se faire entendre dans de nombreuses communautés largement favorables au MAS. Il faut dire qu'elles bénéficient depuis des années de la généreuse politique d'investissement du gouvernement. Conquête des coeurs au moyen notamment du programme « Evo Cumple », littéralement « Evo réalise », devenu, selon Javier Gómez, l'un des principaux outils de campagne de Morales ; un outil bien plus efficace électoralement que les fameux *bonos*. Première source d'investissements publics dans les communautés isolées, il couvre des domaines très divers, allant du financement d'infrastructures scolaires ou routières à la réalisation de travaux d'irrigation pour l'agriculture, en passant par la construction de terrains de sport. Généralement, ces investissements publics sont annoncés tambours battants par Morales lui-même lors de ses fréquentes visites dans les communautés. Générosité ostensible, relation directe associant à ces réalisations l'image présidentielle, et renforçant le lien affectif entre le président et ses administrés, rôle dans lequel Evo excelle. Lui-même reconnaît d'ailleurs que ce programme constitue une arme électorale de premier plan, n'hésitant pas à déclarer que seul devrait en profiter l'électorat du MAS (sic).

Conclusion : la fin des promesses andines ?

Tiquipaya, périphérie aisée de Cachabamba, octobre 2015. À quelques semaines de la Conférence de Paris (Cop 21), dans un discours prononcé à l'occasion de la deuxième Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique, Evo Morales énonce son plan d'action en plusieurs points pour lutter contre les dérèglements climatiques et appelle une nouvelle fois la communauté internationale à « *défendre les mers, l'eau, l'atmosphère en garantissant l'accès des peuples au patrimoine commun* » (*Courrier international*, 10 novembre 2005).

Le contenu et les ressorts de ce discours ne sont pas très différents de ceux du discours prononcé quatre ans plus tôt, lors de la première édition de la Conférence de Cochabamba. L'appel à l'action identique. Mais si le premier avait été très largement applaudi par une grande partie de la gauche internationale, le second a plutôt suscité un flot de commentaires acerbes, de propos désabusés, tantôt sceptiques, tantôt cyniques. Bien entendu, la critique ne visait nullement le contenu du discours lui-même, dont il est difficile de contester l'esprit, mais son décalage par rapport aux nombreuses décisions et mesures prises récemment par le gouvernement bolivien, lesquelles opposent aux bonnes intentions exprimées par le président un démenti cinglant.

Volonté de tripler des espaces réservés aux cultures industrielles, ouverture des zones protégées à l'exploration des entreprises gazières et pétrolières, multiplication des formes de soutien aux secteurs privés et de lois affaiblissant les cadres de gestion durable des milieux naturels, manque de suivi de certaines mesures environnementales, etc. Jamais le grand écart n'a paru aussi important. Jamais le double discours de la présidence bolivienne n'a été aussi flagrant. Jamais le tournant développementiste de la Bolivie en matière de politique de développement n'a été aussi clair, en dépit d'une rhétorique « pachamamiste » qui cherche vainement à le masquer.

Contredisant les principes et objectifs du *vivir bien*, et s'inscrivant même en porte-à-faux par rapport à la Nouvelle Constitution, ce tournant productiviste n'est pas le seul motif d'inquiétude de très nombreux observateurs qui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, avaient soutenu le « processus de changement ». La récente polémique ouverte par les déclarations publiques du vice-président contre quatre centres de recherche critiques des politiques actuelles, et reconnues pour la qualité de leurs travaux, a également jeté le trouble, malgré l'effort déployé par García Linera pour éteindre l'incendie. Aux antipodes du message d'unité et de cohésion envoyé par la Bolivie de Morales, cette charge contre des acteurs progressistes indépendants pose évidemment question.

Pour Maristela Svampa, l'incident n'est pas anodin. Il témoigne selon elle d'une dangereuse polarisation, voire d'une véritable « crise du pluralisme politique » en Bolivie. Mais la sociologue argentine va plus loin encore dans sa critique, affirmant que le gouvernement a opéré un tournant régressif, et que l'on assiste en direct à la fin du cycle progressiste, à la « fin de l'ère des promesses andines » (*Clarín*, 28 août 2015). L'espoir de voir naître dans les Andes un modèle inédit de développement tend, selon elle, de plus en plus à s'éloigner. Et, le désenchantement est d'autant plus grand que la Bolivie est le pays qui avait été le plus loin dans le processus de refondation politique et de reconstruction d'un nouveau modèle de développement : nombreuses innovations politiques et institutionnelles en concertation avec les organisations indigènes et les mouvements sociaux, élaboration d'une Constitution plurinationale, reconnaissance des droits collectifs et de ceux de la nature, des autonomies indigènes ou encore du pluralisme économique.

Révélateur d'un changement radical d'orientation depuis quelques années, une double tendance est selon elle clairement repérable, tant en Équateur qu'en Bolivie: l'approfondissement de l'extractivisme et le retour du populisme. « *Nous assistons,* explique-t-elle*, à la fin des tensions créatrices des débuts...et à la consolidation d'une politique nettement productiviste qui entre en collision avec les droits consacrés par les Constitutions (....) la Bolivie et l'Équateur ont trahi leur promesse originale relative au Bien Vivir et au respect de la nature; loin d'avoir conçu un scénario de transition et de sortie de l'extractivisme, ils procèdent aujourd'hui comme n'importe quel autre gouvernement latino-américain, en promouvant l'expansion des frontières du capital et l'exportation massive de commodities, via une multitude de mégaprojets ».* Et ce processus s'accompagne, note-t-elle encore, *« d'une stigmatisation croissante du récit indigéniste et écologique, au profit d'un récit populiste, où convergent vision étatique et culture du chef, sous la forme d'un hyperprésidentialisme* » (Ibid.).

Si le portrait de la Bolivie actuel brossé par Svampa est sombre, l'on ne peut toutefois faire l'impasse sur les importantes réalisations du gouvernement bolivien au cours des neuf dernières années. Sous sa présidence, la Bolivie a connu un formidable essor, une longue stabilité et de profonds bouleversements sociaux, politiques et culturels. Qualifiés d'irréversibles, les changements amorcés par le MAS ont modifié considérablement et positivement le visage du pays. Les villes se modernisent à vive allure ; de nombreuses routes quadrillent désormais les campagnes et de nouvelles politiques sociales à destination des couches les plus pauvres améliorent les conditions de vie et dynamisent l'économie locale ; les communautés rurales se dotent de nouvelles infrastructures (écoles, centres de santé et terrains de sport, etc.) ; partout ou presque, la pauvreté a reculé ; la Bolivie a tourné le dos à son passé de pays pauvres pour entrer dans la catégorie des pays de développement moyen ; et de nouvelles classes moyennes indigènes font leur apparition. Tout ceci sans parler de la dignité retrouvée des peuples indigènes.

Considérant ces importants progrès, il est difficile de contester le vice-président Linera qui dénonce l'idéalisme naïf et stérile de certains mouvements indigénistes et écologistes, incapables de proposer un modèle de développement effectif et réaliste. Pour l'écrasante majorité de la population, longtemps marquée par les stigmates de la pauvreté et de l'exclusion, la perspective de voir le niveau de vie augmenter l'emporte d'ailleurs largement sur les arguments environnementaux. À mille lieues des débats théoriques, pour les catégories sociales les plus pauvres, le *vivir bien*, c'est d'abord et avant tout le vivir bien matériel. Le vivir bien « *c'est travailler, gagner de l'argent et pouvoir acheter nourriture et boisson* » (déclaration d'un mineur coopérativiste cité in Crabtree, Chaplin, 2013). Morale populaire et pragmatique qui tranche avec les préoccupations environnementales des classes moyennes et des certaines organisations du mouvement social. Aujourd'hui, « *tout le monde a la possibilité de devenir riche en Bolivie, car désormais l'économie est pour tous* » explique de son côté le ministre bolivien de l'Économie comme pour faire taire toute critique vis-à-vis des stratégies déployées par le gouvernement.

Reste que se pose en creux la question de la durabilité d'un modèle qui repose uniquement, à défaut d'une plus grande diversification économique, sur l'exploitation intensive des ressources naturelles. Dans un livre phare sur l'histoire économique de son pays, clairvoyant, Caio Prado Junior, écrivait il y a bien longtemps (1942): « *La conjoncture internationale qui favorise un produit quelconque que le pays est capable de fournir, stimule son économie et la renforce, mais ce n'est là qu'une impression purement illusoire de richesse et de prospérité. Que cette conjoncture se disloque, que les ressources naturelles s'épuisent, que la production décline pour ensuite s'arrêter net... alors on abandonne tout pour d'autres terres, d'autres entreprises, de nouvelles perspectives. Ce qui reste derrière ce sont des miettes, une petite parcelle d'humanité en décomposition* » (2004, 23e édit.). La réflexion du célèbre économiste brésilien est plus que jamais d'actualité en Bolivie.

Bibliographie

Achtenberg E. (2015), « How Evo Morales's Third Term Will Challenge Bolivia's Social Movements », in *Nacla*, 28 mars, https://nacla.org/blog/2015/03/28/how-evo-morales's-third-term-will-challenge-bolivia's-social-movements

Alternatives Sud (2009), « La Bolivie d'Evo. Démocratique, indianiste et socialiste ? », Cetri-Syllepse, vol. XVI-3.

Arze Vargas C., Gómez J. (2013), « Bolivia : El processo de cambio nos conduce al vivir bien ? », in E. Lander, C. Arze, J. Gómez, P. Ospina et V. Álvarez, *Promesas en su laberinto. Cambios y continuidades en los gobiernos progresistas de América latina*, IEE-CEDLA-CIM, La Paz, pp. 45-175.

Barbier Ch. (2014), « La popularité inoxidable d'Evo Morales », in *Le Monde*, 12 octobre, http://www.lemonde.fr/international/article/2014/10/10/la-popularite-inoxydable-d-evo-morales_4504102_3210.html

Courrier international (Le) (2015), « Bolivie. Climat: le double discours d'Evo Morales », 10 décembre, http://www.courrierinternational.com/article/bolivie-climat-le-double-discours-devo-morales

Crabtree J., Chaplin A. (2013), *Bolivia : Procesos de cambio*, Pied-Cedla-Oxfam, La Paz.

Deber (El), « Entrevista de Álvaro García Linera, vicepresidente del Estado: "Sáquense el chip de que el Gobierno va a dar el golpe y a estatizar todo », 18 novembre, http://www.eldeber.com.bo/bolivia/saquense-chip-gobierno-dar-golpe.html

Deber (El) (2015), « Evo: En Bolivia no hay más media luna sino luna llena », 12 octobre, http://www.eldeber.com.bo/bolivia/evo-bolivia-no-hay-mas.html

Delcourt L. (2015), « Bolivie : un tournant agroproductiviste » , in *Défis Sud*, n° 125, juillet, pp. 6-10.

Do Alto H., Stefanoni P. (2008), *« Nous serons des millions »: Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Liber « Raisons d'agir ».

Fundación Tierra (2015), « Ampliación responsable de la frontera agrícola. Por seguridad y soberanía alimentaria », in *La Razón*, 15 mai.

Galeano E. (1981*), Les veines ouvertes de l'Amérique latine. Une contre-histoire*, Plon, coll. Terres humaines.

Gandarillas M. (2013), « Bolivie : renforcement, succès et impasses du modèle extractiviste », in *Alternatives Sud,* vol. 20-2, pp. 81-95.

Hill D. (2015), « Bolivian opens up national parks to oil gaz firms » , *The Guardian*, 5 juin.

La Croix (2015), « Quand la Bolivie découvre croissance et stabilité », 4 mai, http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Quand-la-Bolivie-decouvre-croissance-et-stabilite-2015-05-04-1308898

Laurent A. (2014), « La Bolivie, déchirée entre extractivisme et protection de la Terre-Mère », *Reporterre*, 28 novembre.

Liendo R. (2015), « Cumbre agropecuaria : Elementos para el debate », Fundación Tierra, 9 avril, http://www.ftierra.org/index.php/opinion-y-analisis/483-cumbre-agropecuaria-elementos-para-el-debate

Loza G. (2015), « La macroeconomía en el proceso de cambio », in *PaginaSiete, El cambio a fondo. Miradas plurales sobre 16 sectores clave del Proceso de Cambio*, Edition spéciale, cinquième anniversaire, 19 avril, p. 24.

McNeish J.-A. (2013), « Extraction, Protest and Indegeneity in Bolivia: The Tipnis Effect, *in Latin American and Caribbean Ethnic Studies,* vol.8-2, pp. 221-242.

Ministerio de Economía y Finanzas Públicas (2015), *Desempeño de la economía en Bolivia. Enero-Abril 2015*, MEFP-Estado Plurinacional de Bolivia

Molina F. (2015), « Donde el proceso de cambio choca con el subdesarrollo », *in PaginaSiete, El cambio a fondo. Miradas plurales sobre 16 sectores clave del Proceso de Cambio*, Edition spéciale, cinquième anniversaire, 19 avril, p.27

Munoz K. (2015), « Corrupted Idealism: Bolivia's Compromise between Development and the Environnement », Council of Hemispheric Affairs, www.coha.org.

Ortiz J. (2013), « Le concept andin de “buen vivir” et l’écosocialisme »,,in *Le Grand Soir*, 18 septembre, http://www.legrandsoir.info/le-concept-andin-de-buen-vivir-et-l-ecosocialisme.html

PaginaSiete (2015), *El cambio a fondo. Miradas plurales sobre 16 sectores clave del Proceso de Cambio*, Edition spéciale, cinquième anniversaire, 19 avril.

PaginaSiete (2015), « Silvia Rivera: « Vivir bien », palavra hueca que no se cumple para nada », 29 septembre, http://www.paginasiete.bo/nacional/2015/9/29/silvia-rivera-vivir-bien-palabra-hueca-cumple-para-nada-71718.html

PaginaSiete (2015), « García Linera a intelectuales: "Lamento que hayan sido utilizados por estas cuatro ONG », 18 août, http://www.paginasiete.bo/nacional/2015/8/18/garcia-linera-intelectuales-lamento-hayan-sido-utilizados-estas-cuatro-ong-66985.html

Perrier-Bruslé L. (2012), « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d’Evo Morales face à ses contradictions: analyse d’un conflit socio-environnemental, in *EchoGéo*, http://echogeo.revues.org/12972 ; DOI : 10.4000/echogeo.12972

Perrier-Bruslé L. (2007), « Le gaz bolivien. La Bolivie face à son avenir, in *Outre-Terre*, 1-18, pp. 235-251)

Polet F. (2009), « La Bolivie d’Evo. Démocratique, indianiste et socialiste ? » in *Alternatives Sud*, vol. XVI-3, pp. 7-24.

Poupeau F. (2013), « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », in *Ecologie & Politique*, n°46-1, pp. 109-119.

Prada R. (2015), « Capitalismo dependiente y colonial extractivista, in PaginaSiete, *El cambio a fondo. Miradas plurales sobre 16 sectores clave del Proceso de Cambio*, Edition spéciale, cinquième anniversaire, 19 avril, p. 26.

Prado Jr C. (2004), *Farmação do Brasil contemporâno*, 23e édit., Editora brasiliense, São Paulo.

Puente R. (2014), « Ley de Maniería y Constitución Política del Estado », in *Página Siete*, 18 avril.

Ramonet I. (2014), « Prodigieuse métamorphose de la Bolivie. Après la victoire du président Evo Morales, *Mémoires des luttes,* 31 octobre, http://www.medelu.org/Prodigieuse-metamorphose-de-la.

Raquena C. (2015), « El Vivir Bien y sus malestares », in Pagina Siete, in PaginaSiete, *El cambio a fondo. Miradas plurales sobre 16 sectores clave del Proceso de Cambio,* Edition spéciale, cinquième anniversaire, 19 avril, p. 21.

Rojas Ríos C. (2015), *Conflictividad en Bolivia (2000-2014), Como revertir la normalización de la presión social ?*, Friedrich Ebert Stiftung, La Paz,

Rouquié A. (2010), *A l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Albin Michel.

Saint-Upéry M. (2007), *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, La Découverte, Paris.

Stefanoni P. (2015), « Elections in Bolivia: Some Keys to Evo Morale's Victory », 9 décembre, http://www.panoramas.pitt.edu/content/elections-bolivia-some-keys-evo-morales%E2%80%99s-victory

Svampa M. (2015), « Termina la era de las promesas andinas », *Clarín*, 28 août.

Urioste Miguel (2009), « La revolucion agraria de Evo Morales: desafios de un proceso complejo, in *Nueva Sociedad*, n°223, septembre-octobre, pp. 113-127.

Villanueva Imaña A. D. (2015), « Cumbre agropecuario anticonstitucional, regressiva y restauradora» , in R*ebelión*, 2 mai, http://www.rebelion.org/noticia.php?id=198354

Wanderley F. (2013), *Qué paso con el proceso de cambio en Bolivia. Ideales acertados, medios equivocados*, resultados trostocados, Cides-Umsa, Plural Editores.

Wanderley F. (2015), « Lo bueno, lo malo y lo feo del proceso de cambio», PaginaSiete, *El cambio a fondo. Miradas plurales sobre 16 sectores clave del Proceso de Cambio*, Edition spéciale, cinquième anniversaire, 19 avril, p. 8.

Zevallos M., Urbina I. (2015), "Bolivia sin fronteras al extractivismo: exploración en áeras naturales protegidas", *Gran Angular*, 4 août.

Laurent Delcourt est chargé d'étude au Centre tricontinental - CETRI

Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, service de l'éducation permanente et de la Province du Brabant wallon